

**UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP**



**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION**

# **FASCICULE DU COURS DE MACROECONOMIE 1A**

**Professeur Seydi Ababacar DIENG**



BP : 5005 Dakar-Fann

**Syllabus de cours :  
Fiche – guide**

## 1. Cadre de référence administratif

Etablissement	<b>FASEG</b>
Département	<b>ECONOMIE</b>
Cycle	<b>LICENCE</b>
Niveau d'étude	<b>Licence 1</b>
Semestre	<b>Semestre 2</b>
Enseignant responsable EC	<b>Seydi Ababacar DIENG</b>
Téléphone	<b>778601314</b>
Email	<b>Seydi.dieng@ucad.edu.sn</b>

## 2. Descriptif du cours

<b>Système d'entrée</b>				
Domaine	<b>Sciences Economiques et de Gestion</b>			
Mention	<b>Sciences Economiques</b>			
Spécialité				
Option				
Langue d'enseignement	<b>Français</b>			
Code de l'UE	<b>LiSEG 121</b>			
Autres EC de l'UE	<b>Comptabilité Nationale</b>			
Nombre de crédits de l'UE	<b>12</b>			
Responsable de l'UE				
Intitulé de l'EC	<b>MACROECONOMIE 1A</b>			
Code de l'EC	<b>LiSEG 1212</b>			
Volume horaire de l'EC :	CM	TD	TPE	VTH
	18	12	30	60
Objectif général de l'EC	Comprendre le fonctionnement de l'économie dans sa globalité.			
Objectifs spécifiques de l'EC	OS 1 : Définir les notions de base de la macroéconomie			
	OS 2 : Utiliser les notions de base de la macroéconomie			
	OS 3 : Analyser les grandes fonctions macroéconomiques			
Pré-requis	Avoir un bon niveau en français et des notions de base en mathématiques			

## Système d'apprentissage

Objectifs spécifiques (OS)	Activités (A)	Modalités	Ressources	Durée
OS 1 : Identifier les notions de base de la macroéconomie	A11 : Présentation des acteurs de la vie économique	TD et TPE Lire les documents proposés et préparer les exercices	Cours, Textes des TD, livres dont celui de J. Généreux (2000)	10 H
	A12 : Exposé des deux types d'approches : approche « circuitaire » et approche par les marchés	TD et TPE Lire les documents proposés et préparer les exercices	Cours, Textes des TD, livres dont celui de J. Généreux (2000)	10 H
OS 2 : Utiliser les notions de base de la macroéconomie	A21 : Analyse de l'activité économique	TD et TPE Lire les documents proposés et préparer les exercices	Cours, Textes des TD, livres dont celui de Dieng et al. (2012)	10 H
OS 3 : Analyser les grandes fonctions macroéconomiques	A31 : Etude de la consommation	TD et TPE Lire les documents proposés et préparer les exercices	Cours, Textes des TD, livres dont celui de Dieng et al. (2012)	10 H
	A32 : Explicitation des conceptions de l'épargne	TD et TPE Lire les documents proposés et préparer les exercices	Cours, Textes des TD, livres dont celui de Dieng et al. (2012)	10 H
	A33 : Analyse de l'investissement	TD et TPE Lire les documents proposés et préparer les exercices	Cours, Textes des TD, livres dont celui de Dieng et al. (2012)	10 H

## Système de sortie : EVALUATION

<b>Objectif de l'évaluation</b>		Vérifier la maîtrise des concepts de base de la macroéconomie et la compréhension du fonctionnement global de l'économie.	
<b>Modalités de l'évaluation</b>	Part dans la note finale		Types de questions
	Travail individuel	5 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Définition de concepts</li> <li>• Note de synthèse</li> </ul>
	Travail en groupe	10 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exposé</li> </ul>
	Contrôle continu (formatif)	25 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sujet de dissertation ;</li> <li>• Questions de synthèse ;</li> <li>• Exercices.</li> </ul>
	Examen final (sommatif)	60 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sujet de dissertation ;</li> <li>• Questions de synthèse ;</li> <li>• Exercices.</li> </ul>

# MACROECONOMIE IA

*Introduction générale du cours*

*Prof. Seydi Ababacar DIENG*

# Plan de l'introduction générale

- Définition de la macroéconomie
- Objectifs et plan du cours
- Bibliographie indicative

# I. Définition de la macroéconomie

- Pluralité des définitions de l'économie
- Subdivision de l'économie en trois grandes branches
- Définition de la macroéconomie

# Pluralité des définitions de l'économie

- Définition empirique vs définition normative
- Définitions néoclassiques :
  - Science de l'échange marchand
  - Science des choix efficaces (Lionel Robbins, 1932)

# Pluralité des définitions de l'économie

- Définition éclectique de P.-A. Samuelson :

*« l'économique recherche comment les hommes décident, en faisant ou non usage de la monnaie, d'affecter des ressources productives rares à la production à travers le temps de marchandises et services variés et de répartir ceux-ci, à des fins de consommation présente et future, entre les différents individus et collectivités constituant la société ».*

# Subdivision de l'économie en trois branches

Les trois grandes branches de l'économie sont :

- La microéconomie
- La mésoéconomie
- La macroéconomie

# I. Définition de la macroéconomie

Elle s'intéresse à la structure, au fonctionnement et aux résultats de l'économie globale.

principal objectif : expliquer les grandes tendances des agrégats économiques  
fondement à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques économiques.

Keynes et le développement de la macroéconomie moderne.

## 2. Objectifs et plan du cours

- **Objectifs du cours**

- **Objectif général :**

- Comprendre le fonctionnement de l'économie dans sa globalité.

- **Objectifs spécifiques (OS) :**

- OS 1 : Définir les notions de base de la macroéconomie
- OS 2 : Utiliser les notions de base de la macroéconomie
- OS 3 : Analyser les grandes fonctions macroéconomiques

# Plan du cours

## Partie I : Retour sur les notions de base

- Nécessite d'avoir des informations sur la situation économique et une représentation du fonctionnement du système économique pour la politique économique : existence des INS.
- Représentation du fonctionnement du système économique (circuit) : interdépendance des comportements des agents et des mécanismes
- Dans cette partie, il s'agit :
  - Premièrement, de donner une vue d'ensemble de l'activité économique
  - Deuxièmement, nous présenterons les principaux indicateurs de mesure de l'activité économique.



# Plan du cours

**Chapitre 1 – Les acteurs de la vie économique, les marchés et les interdépendances**

**Chapitre 2 – La mesure de l'activité économique**

# Plan du cours

## **Partie 2 : Les grandes fonctions macroéconomiques**

- Les opérations de répartition et de redistribution du revenu permettent d'obtenir les revenus disponibles des agents économiques.
- Ces revenus sont utilisés sous forme de consommation, d'épargne et d'investissement.
- Cette partie consacrée entièrement à l'utilisation des revenus des agents économiques est divisée en trois chapitres.
- Consommation, épargne et investissement demeurent les principales opérations économiques.



# Plan du cours

**Chapitre 3 : La consommation**

**Chapitre 4 : L'épargne**

**Chapitre 5 : L'investissement**

# 3. Bibliographie indicative

- Jacques Généreux [2000]. « Economie politique : Macroéconomie », Hachette, Paris, 159 p.
- Makhtar Diouf [2010]. « La science économique : de l'économie politique à l'analyse économique », PUD, Dakar, 419 p.
- Blanchard, O. et Cohen, D. [2009]. Macroéconomie, France, Pearson Education, 5<sup>e</sup> édition, 650 p.
- S.A. Dieng [2017]. *Manuel de macroéconomie*, 1<sup>ère</sup> édition, Dakar, Les Editions Diaspora Académie.

# Chapitre 1

## Les acteurs de la vie économique, les marchés et les interdépendances

L'activité économique est exercée par des personnes qui ont des situations différentes en termes de connaissances, d'informations et de dotations en ressources matérielles, monétaires et financières. Ces personnes sont regroupées en catégories sociales selon leur principale fonction économique.

Le marché et le circuit sont deux approches également pertinentes pour analyser les interdépendances des différents acteurs économiques. Le marché demeure le point de rencontre des acteurs économiques qui souhaitent échanger des biens et services pour satisfaire leurs propres besoins.

Le circuit met en exergue l'interdépendance de la production, du revenu et de la dépense. L'approche du circuit retient deux types de flux : les flux réels et les flux monétaires. Les flux monétaires sont les contreparties des flux réels. Le circuit économique peut être analysé de manière très simple, dans ce cas, nous parlons de circuit économique simplifié. Ici, seront étudiés quelques agents économiques – ménages et entreprises – et certains marchés – marché du travail et marché des biens et services.

Le circuit économique peut également être analysé de façon plus étoffée, nous parlons alors de circuit économique complet ou complexe. Le circuit économique complet inclut donc les différents acteurs économiques et les différents marchés.

Avant de procéder à une description du circuit économique, nous présenterons, d'abord, le classement des agents économiques utilisé par la Comptabilité Nationale (voir chapitre suivant).

### Section 1 : Les acteurs de la vie économique

La Comptabilité Nationale considère que chaque acteur économique est une unité institutionnelle. Elle a établi des catégories d'acteurs économiques appelées secteurs institutionnels. Les secteurs institutionnels regroupent les unités institutionnelles ayant des comportements économiques similaires caractérisés par leur fonction principale et la nature de leur activité.

La Comptabilité Nationale distingue cinq secteurs institutionnels résidents :

- **les Ménages (M)** : individus ou groupes d'individus considérés tant dans leur fonction de consommateurs que dans celle, éventuelle, d'entrepreneurs produisant des biens marchands ou des services financiers et non financiers marchands.
- **les Sociétés Non Financières (SNF)** : ensemble des unités institutionnelles qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers, et dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires.

- **les Sociétés Financières (SF)** : ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) ou d'assurance et/ou à exercer des services d'assurance ou des activités financières auxiliaires (auxiliaires de services financiers et d'assurance).

Une quasi-société est une unité institutionnelle non dotée de la personnalité juridique mais qui est gérée comme une société avec la tenue d'une comptabilité complète (bilan, compte de résultats). Les activités auxiliaires sont des prestations de services connexes ou étroitement liées aux services financiers et d'assurance.

- **les Administrations Publiques (APU)** : ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales.

Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

- **les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM)** : les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM) regroupent l'ensemble des unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques (subventions), ainsi que de revenus de la propriété (loyers et intérêts).

Il existe, par ailleurs, un autre secteur institutionnel dénommé le reste du monde (RDM).

Le RDM regroupe l'ensemble des unités non-résidentes qui entretiennent des relations économiques avec des unités résidentes – ces dernières font partie du territoire économique. Le territoire économique national d'un pays comprend le territoire géographique du pays considéré à l'exclusion des espaces extra-territoriaux – ambassades et consulats étrangers –, les espaces territoriaux dans d'autres pays – ambassades et consulats du pays considéré –, les eaux territoriales, l'espace aérien, toute enclave à l'étranger où le pays considéré possède des droits et les gisements situés dans les eaux internationales exploités par les unités institutionnelles résidentes.

Ces relations portent sur les exportations et les importations de biens et services. Les exportations concernent tous les biens et services hors du territoire économique, c'est-à-dire la valeur de tous les biens neufs ou existants qui quittent définitivement le territoire économique à destination du RDM et celle de tous les services offerts par les unités résidentes à des non-résidents. Tous les biens consommés par les ménages non-résidents sur le territoire économique sont considérés comme des exportations.

La définition des importations de biens et services sur le territoire économique est symétrique, et inclut, par conséquent, les dépenses des résidents touristes à l'étranger, c'est-à-dire des résidents qui sont allés en tourisme dans d'autres pays.

Pour déterminer les prix des exportations et des importations de biens, le critère retenu est le franchissement des limites du territoire économique, cohérent avec les statistiques douanières. Les exportations sont évaluées FAB (Franco à bord), c'est-à-dire au prix du marché des biens à la

frontière. Les importations sont évaluées CAF (Coût, Assurance, Fret), c'est-à-dire la valeur à la frontière du pays exportateur augmentée des frais d'acheminement à la frontière du pays destinataire.

Les exportations et importations de services marchands comprennent les services de transport, d'assurance, de communication, les services financiers et autres services. Les exportations et les importations sont évaluées au prix du marché.

Le tableau ci-dessous nous donne un récapitulatif des fonctions et ressources principales des différents secteurs institutionnels.

**Tableau 1 :** Fonctions et ressources principales des secteurs institutionnels

SECTEUR	FONCTION PRINCIPALE	RESSOURCES PRINCIPALES
<b>Ménages (y compris les entrepreneurs individuels)</b>	Consommation et Production de biens marchands ou de services financiers et non financiers marchands	Rémunération des facteurs de production, transferts reçus des autres secteurs et produit de la vente
<b>Sociétés non financières (SNF)</b>	Production des biens et services marchands non financiers	Montant des ventes
<b>Sociétés financières (SF)</b>	<p><b>Institutions financières (IF) :</b> Financer, c'est-à-dire collecter, transformer et répartir des disponibilités financières et/ou gérer des actifs financiers ;</p> <p><b>Etablissements d'Assurance (EA) :</b> Assurer, c'est-à-dire transformer des risques individuels en risques collectifs et garantir un paiement en cas de réalisation d'un risque ;</p> <p>Auxiliaires financiers et d'assurance</p> <p>Holdings<sup>1</sup> à caractère financier</p>	<p><b>IF :</b> Fonds provenant des engagements financiers contractés et de la vente de services (gestion de patrimoine, location de coffres, ...)</p> <p><b>EA :</b> Primes contractuelles ou cotisations sociales volontaires</p>

<sup>1</sup> Une (ou un) holding est une société ayant des parts de participation (actions) dans plusieurs entreprises nationales et/ou internationales appartenant à un ou plusieurs secteurs d'activités dont l'objectif est d'avoir une unité de direction (et donc un pouvoir de décision sur celles-ci).

<b>Administrations publiques (APU)</b>	Production de services non marchands destinés à la collectivité et réalisation d'opérations de redistribution de la richesse nationale	Prélèvements publics obligatoires (impôts et cotisations sociales)
<b>Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) (Ex-Administrations privées – APRI)</b>	Production de biens et services non marchands au profit des ménages	Contributions volontaires (nature ou espèces) effectuées par les ménages, versements des APU et revenus de la propriété
<b>Reste du monde (RDM)</b>	Regroupement, dans un même ensemble de comptes, des opérations effectuées entre les unités résidentes et les unités non résidentes	

Ces différents acteurs de la vie économique entretiennent des relations essentiellement marchandes. Il importe donc de présenter ces marchés, qui demeurent le lieu par excellence d'interdépendances entre ces derniers.

## **Section 2 : Les marchés**

Le marché est le lieu de rencontre entre l'offre et la demande des acteurs de la vie économique. Sur un marché, nous étudions les décisions individuelles de chaque acteur. Il est donc nécessaire de présenter les marchés selon l'objet de l'échange et selon la nature de la concurrence.

### **1- Typologie des marchés selon l'objet de l'échange**

Cette typologie fait référence au marché des biens et services, au marché du travail, au marché des capitaux et au marché de la monnaie. Une présentation sommaire de chacun de ces quatre marchés est nécessaire pour une meilleure compréhension de leur fonctionnement.

- **Le marché des biens et services** où se rencontrent les offreurs et les demandeurs afin d'échanger les biens et services marchands à des prix et des quantités fixés. Ce marché se subdivise en marchés de différents types de produits comme par exemple le marché de l'acier, le marché de l'arachide, le marché du riz sénégalais, etc.
- **Le marché du travail**, où se déterminent le niveau de l'emploi et celui du salaire, désigne le marché théorique où se rencontrent l'offre et la demande de travail. L'offre de travail est constituée par les personnes en quête d'emploi. La demande de travail, quant à elle, émane des entreprises. En réalité, il existe de nombreux marchés du travail selon le lieu et le type de qualification.
- **Le marché des capitaux** où se rencontrent l'offre des agents épargnants et la demande des agents investisseurs. Le prix d'équilibre, qui en résulte, est le taux d'intérêt ou « loyer

de l'argent ». Sur ce marché, les entreprises s'adressent aux ménages, souhaitant placer leur épargne, en émettant des actions, des obligations ou des billets de trésorerie.

- **Le marché de la monnaie (ou marché monétaire)** où se rencontrent l'offre et la demande de monnaie, est un marché de court terme où les banques, les compagnies d'assurance, les entreprises et les Etats – via les banques centrales et les Trésors publics – prêtent et empruntent des fonds en fonction de leurs besoins. Les principaux supports sont les certificats de dépôt (émis par les banques), les bons du Trésor, les billets de trésorerie (émis par les entreprises non financières), les prêts interbancaires en « blanc »<sup>2</sup>, les pensions livrées<sup>3</sup>.

## 2- Typologie des marchés selon la nature de la concurrence

Cette typologie des marchés permet de distinguer le marché de concurrence pure et parfaite (CPP) ou encore marchés parfaits et les marchés de concurrence imparfaite.

### 2.1-Le marché de concurrence pure et parfaite (ou marchés parfaits)

Le marché de concurrence pure et parfaite est un marché théorique gouverné par la loi de l'offre et de la demande. Ce marché est caractérisé, entre autres, par la présence d'un grand nombre de demandeurs face à un grand nombre d'offreurs. Il correspond à la vision de la théorie libérale de l'économie. La concurrence est qualifiée de pure et parfaite lorsque les cinq conditions ci-après<sup>4</sup> sont de rigueur : l'atomicité du marché, l'homogénéité du produit, la transparence du marché, la liberté d'entrée et de sortie du marché à tout instant et la mobilité des facteurs de production.

### 2.2- Les marchés de concurrence imparfaite

Les marchés de concurrence imparfaite désignent toute situation dans laquelle une ou plusieurs conditions déterminant le marché de concurrence pure et parfaite ne sont plus respectées. Ainsi, selon le degré de violation des règles de la concurrence parfaite, nous avons les différentes structures de marché suivantes :

- le **monopole** : c'est une situation de marché dans laquelle nous avons un seul offreur face à un grand nombre de demandeurs ;
- le **monopole contrarié** : l'unique offreur sur le marché est confronté à quelques demandeurs ;
- le **monopole bilatéral** : il existe un seul offreur et un seul demandeur sur ce marché ;
- le **monopsone** : ici, il y a présence d'un seul demandeur face à un grand nombre d'offreurs ;
- le **monopsone contrarié** : un seul demandeur est confronté à quelques offreurs ;

---

<sup>2</sup> Il s'agit de prêts entre banques n'exigeant aucun titre ou document en garantie.

<sup>3</sup> Une pension livrée est une opération de vente de titres avec un engagement de les racheter à des conditions fixées (date et prix).

<sup>4</sup>Cf. le point 4.1 dans la 2<sup>ème</sup> Section du 1<sup>er</sup> Chapitre de la 1<sup>ère</sup> Partie de S. A. Dieng et Ndilira Tamkiro (2012). *Manuel d'économie politique*, Dakar, les Editions Diaspora Académie, pour plus de détails.

- le **monopsonne bilatéral** : sur ce marché, nous avons un seul demandeur face à un seul offreur ;
- l'**oligopole** : il correspond à une situation de marché dans laquelle il y a un petit nombre d'offreurs et un grand nombre de demandeurs ;
- l'**oligopole bilatéral** : il s'agit d'une situation de marché mettant face-à-face un petit nombre d'offreurs et un petit nombre de demandeurs ;
- l'**oligopsone** : il est caractérisé par la confrontation entre un petit nombre de demandeurs et un grand nombre d'offreurs.

Le tableau ci-dessous, appelé « *Tableau de Stackelberg* », recense les diverses structures théoriques des marchés que l'on vient d'évoquer.

**Tableau 2** : Tableau de Stackelberg

<b>Offreurs</b> <b>Demandeurs</b>	<b>Un</b>	<b>Quelques</b>	<b>Multitude</b>
<b>Un</b>	Monopole bilatéral	Monopsone contrarié	Monopsone
<b>Quelques</b>	Monopole contrarié	Oligopole bilatéral	Oligopsone
<b>Multitude</b>	Monopole	Oligopole	concurrence

Les interdépendances entre les acteurs de la vie économique peuvent aussi être étudiées à partir du circuit économique.

### **Section 3 : Le circuit économique**

Le concept de circuit peut se définir, de *prime abord*, comme un mouvement organisé de biens et services dans une économie locale, régionale ou nationale.

François Quesnay, économiste français, chef de file de la physiocratie – école de pensée libérale – avait été le premier auteur à utiliser le concept de circuit économique, dans son *Tableau économique* de 1758. Cependant, le raisonnement circulaire le plus abouti a été proposé par J.-M. Keynes (1936).

Le circuit économique – ou encore circuit économique d'ensemble – est une représentation schématique de la circulation des revenus primaires et secondaires entre les différents secteurs institutionnels permettant d'avoir une idée des relations interdépendantes entre ces secteurs. Le circuit se construit à partir des comptes de la Comptabilité Nationale.

Nous verrons successivement le circuit économique simplifié, en distinguant les flux monétaires des flux réels, le circuit complexe et traiterons un exercice appliqué sur le circuit économique.

## 1- Le circuit économique simplifié : notions de flux réels et de flux monétaires

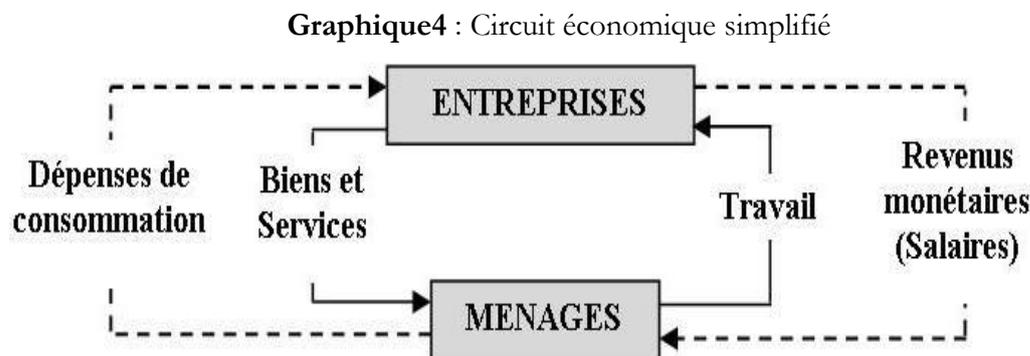
Pour comprendre le fonctionnement de l'économie, nous nous intéresserons aux agrégats économiques (investissements, épargne, PIB, etc.) élaborés à partir des interactions entre les acteurs économiques. Le circuit économique n'est pas une question d'équilibre et d'autorégulation mais plutôt de système et de sa reproduction. C'est la création monétaire qui est le point de départ du circuit, création qui impulse la production de biens et services et, au final, permet la distribution des revenus. Cette analyse s'appuie sur la logique keynésienne d'économie monétaire de production où la monnaie joue un rôle prépondérant dans le financement de l'activité économique. L'intérêt d'un circuit économique est de représenter schématiquement l'interdépendance entre les différents secteurs institutionnels et montrer sa reproduction perpétuelle au sein d'un circuit.

Parler d'un circuit économique simplifié revient juste à ne considérer que quelques secteurs institutionnels et quelques marchés pour expliciter l'interdépendance des acteurs économiques. Dans l'exemple ci-dessous, le circuit économique simplifié met en exergue l'interdépendance entre les deux secteurs institutionnels – Ménages et Entreprises – à travers les deux marchés – du travail et des biens et services.

L'explication du mécanisme du circuit économique simplifié nous conduira à dégager l'interdépendance entre les fonctions économiques.

Le schéma ci-dessous met en évidence deux types de flux : les flux réels et les flux monétaires.

- Les flux réels s'exercent à travers le Travail et les biens et services (Production) ;
- Les flux monétaires, quant à eux, s'effectuent à travers les Revenus monétaires (salaires) et les Dépenses de consommation.



Cette représentation simplifiée fait ressortir trois importantes fonctions économiques, à savoir la fonction de production, la fonction de répartition et la fonction de dépense. En effet :

- si l'on fait la somme de toutes les rémunérations perçues par tous les ménages, le chiffre obtenu correspondra au Revenu National (RN).
- si l'on fait la somme de toutes les dépenses effectuées par tous les ménages, le chiffre obtenu correspondra à la Dépense Nationale (DN).
- si l'on fait la somme de toutes les productions en valeur réalisées par toutes les entreprises, le chiffre obtenu correspondra au Produit National (PN).

Bien entendu, il s'agit d'une vision simplifiée des choses mais, d'ores et déjà, nous pouvons dire que le circuit économique simplifié met en évidence une équation fondamentale :

$PN = RN = DN$ , en d'autres termes : Production = Revenu = Dépense. Cela revient à dire que toute production génère un revenu, qui génère à son tour une dépense.

Nous sommes ici à la base du raisonnement macroéconomique. Les fonctions de production, de revenu, de répartition et de dépense sont donc étroitement interdépendantes.

Par ailleurs, le PN, la DN et le RN sont des agrégats. Un agrégat se définit comme une grandeur utilisée en Comptabilité Nationale pour caractériser une activité économique d'une communauté nationale.

Dans le circuit simplifié, ces agrégats ne sont pas des grandeurs économiques différentes les unes des autres. En effet, nous avons vu qu'ils représentent le même flux circulaire appréhendé sous trois optiques différentes :

- l'optique de la production pour le Produit National ;
- l'optique du revenu pour le Revenu National ;
- l'optique de la dépense pour la Dépense Nationale.

Dans la réalité, les choses sont un peu plus complexes et nous présenterons ci-dessous, dans le chapitre suivant, les formules détaillées de ces agrégats, appelés aussi indicateurs économiques. Mais, la base du raisonnement macroéconomique sur l'interdépendance entre la production, le revenu, et la dépense ne doit jamais être perdue de vue.

## 2- Le circuit complexe

Le schéma précédent supposait que la production et la dépense ne portaient que sur des biens de consommation et non sur des biens de production. Nous supposons donc que les ménages n'achetaient que des biens de consommation. L'équation donne :

$DN = C$ , avec C la consommation et DN la Dépense Nationale.

En réalité, nous comprenons bien que la Dépense Nationale ne se compose pas que de biens de consommation. Il faut donc introduire dans le schéma les biens d'investissement, appelés Formation Brute de Capital Fixe (FBCF).

En fait  $DN = C + FBCF$ , donc le Produit National est  $PN = C + FBCF$ .

On distingue trois catégories d'investissement :

- **les investissements de remplacement** : ils sont destinés à compenser l'usure du capital technique. Ce sont les amortissements ;
- **les variations de stocks** : elles correspondent à la différence entre le stock final et le stock initial.
- **les investissements nets** : il s'agit des achats d'équipements nouveaux.

La FBCF correspond donc à l'investissement brut, c'est-à-dire aux investissements nets auxquels sont rajoutés les investissements de remplacement.

Le circuit économique simplifié ne faisait intervenir que deux catégories d'agents économiques ou secteurs institutionnels : les ménages et les entreprises. Il est donc nécessaire d'introduire dans ce schéma complexe les administrations publiques, entre autres.

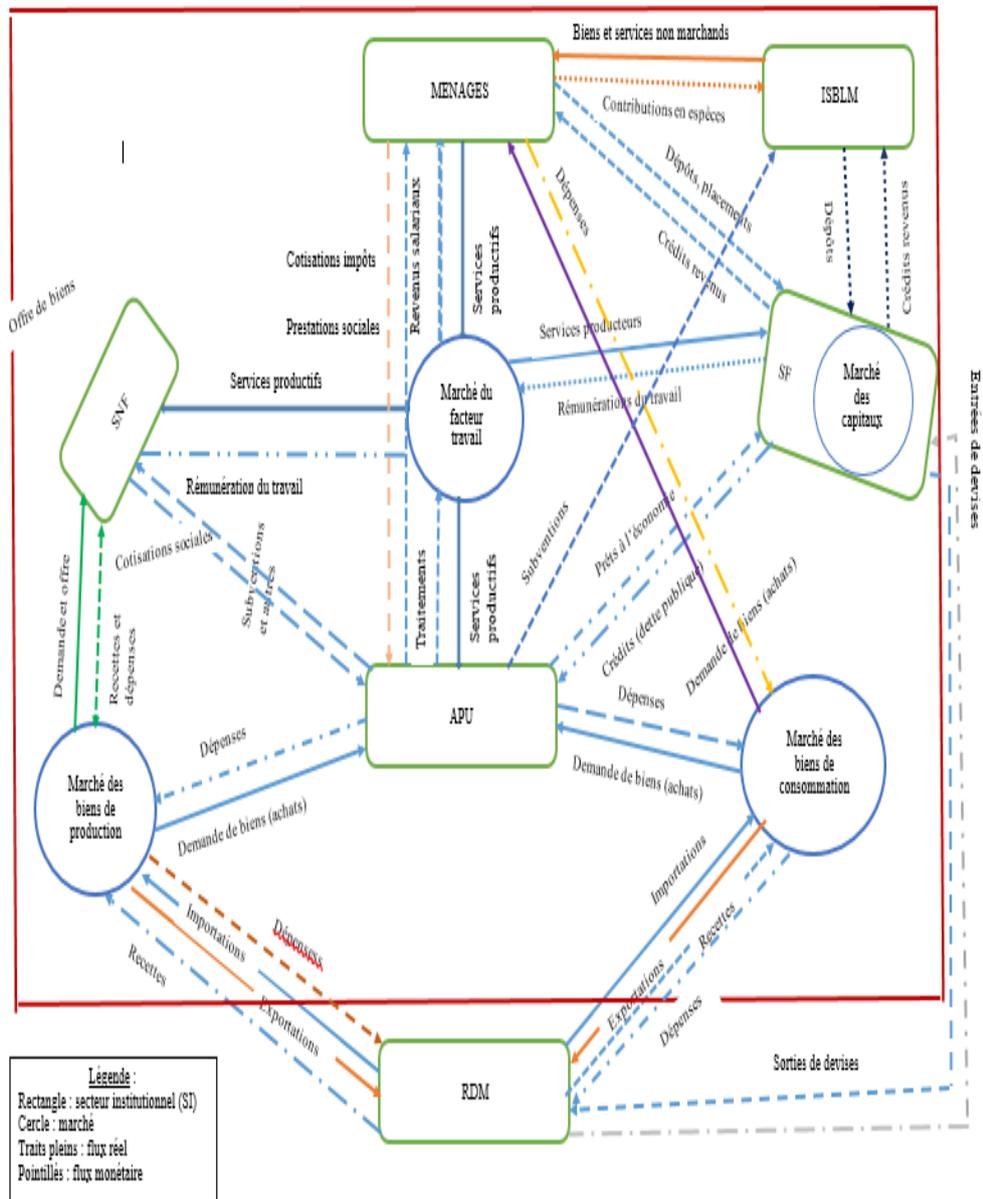
En effet, les APU contribuent largement à la formation du Produit National, et donc du Revenu National. Elles effectuent des prélèvements fiscaux et ajoutent à la Dépense Nationale, notamment grâce aux subventions versées aux producteurs ou grâce aux dépenses qu'elles effectuent elles-mêmes (travaux publics, fournitures, ...).

Dans le même ordre d'idées, il est nécessaire de tenir compte des institutions de crédit ainsi que les échanges avec l'étranger (RDM). Le circuit économique simplifié est donc un peu trop caricatural.

Schématiquement, le circuit économique complexe se présente comme ci-dessous. Notons que sur ce schéma, les flux réels sont représentés en traits pleins et les flux monétaires en traits pointillés.

En définitive, le circuit économique d'ensemble peut servir de guide pour les autorités publiques lors leur prise de décisions ou mesures de politiques économiques ou sociales.

Graphique 5 : Circuit économique complexe



## Chapitre 2

### La mesure de l'activité économique

**D**epuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les pays ont cherché à élaborer avec la Comptabilité Nationale une technique de représentation et de mesure des activités de production et d'échanges. Ces activités sont traduites dans la Comptabilité Nationale par les agrégats.

Le mot agrégat vient du mot latin « *Agrégatum* » qui signifie assembler ou unir en un tout. Les agrégats sont, ainsi, des grandeurs caractéristiques de l'activité économique d'une nation donnée, obtenus par la sommation d'opérations élémentaires effectuées par les divers secteurs institutionnels. Autrement dit, ce sont des quantités globales retraçant, à partir des comptes de la nation, les opérations effectuées au sein de l'économie nationale. Le calcul des agrégats vise aussi à opérer une comparaison dans le temps et dans l'espace, c'est-à-dire à opérer une comparaison à des dates données (année, mois, ...) et entre des localités données (villes, pays, continents, ...).

Dans ce chapitre, la première section nous présente les indicateurs permettant la mesure de l'activité économique. La deuxième section propose quelques remarques importantes sur certaines notions liées aux indicateurs économiques.

#### **Section 1 : Les indicateurs économiques**

Un indicateur est une information chiffrée qui permet de mesurer de façon objective un phénomène étudié. Un indicateur économique est une statistique construite afin de mesurer certaines dimensions de l'activité économique, de façon aussi objective que possible.

Il existe une multitude d'indicateurs économiques regroupés en plusieurs catégories. Ainsi, nous avons :

- les indicateurs de production comme, par exemple, le Produit Intérieur Brut (PIB) et le Produit National Brut (PNB) ;
- les indicateurs de revenu et de richesse comme le Revenu National Brut (RNB) ;
- les indicateurs financiers tels que le niveau de la dette publique ;
- les indicateurs de développement comme l'Indice de Développement Humain (IDH).

#### **1- Les principaux indicateurs économiques et leurs bases de calcul**

Les économistes proposent une pluralité d'indicateurs pour apprécier les différentes réalités de l'activité économique au sein et entre les espaces nationaux. Il importe de retenir que la valeur ajoutée(VA) constitue la base de calcul des indicateurs économiques fondamentaux. Cette sous-section reprend, pour l'essentiel, les définitions présentées dans le chapitre précédent.

## 1.1- Le Produit Intérieur Brut (PIB)

Le calcul du PIB implique, d'une part, la distinction entre production marchande et production non marchande et, d'autre part, la comptabilisation de l'activité productive à partir du concept de valeur ajoutée.

La production des biens et services est dite marchande lorsque leur prix couvre au moins leurs coûts de production. Par convention, tous les biens sont considérés comme marchands. En revanche, certains services sont gratuits ou sont échangés contre une contribution inférieure à leurs coûts de production ; leur production est considérée comme non marchande.

De ce point de vue, alors que tous les biens sont marchands, les services peuvent être soit marchands (publicité), soit non marchands (police), soit parfois marchands, parfois non marchands (enseignement, santé). La production non marchande des administrations publiques et des ISBLSM est mesurée forfaitairement par les coûts de ces services (rémunération des salariés, etc.). La production non marchande s'évalue au coût des facteurs alors que la production marchande, quant à elle, est évaluée au prix du marché.

La mesure de la production ne peut être effectuée que par la comptabilisation de la somme des valeurs ajoutées. En effet, lorsque nous effectuons la somme des chiffres d'affaires par exemple, nous comptabiliserons plusieurs fois les mêmes éléments (consommations intermédiaires) lorsque ceux-ci sont utilisés par plusieurs entreprises au cours du cycle de production et de distribution.

C'est la raison pour laquelle la valeur ajoutée est une notion fondamentale, nous disons que c'est une grandeur additive. Ainsi, le Produit Intérieur Brut (PIB) se calcule, comme indiqué dans le chapitre précédent, à partir de la somme des valeurs ajoutées réalisées par les entreprises. Il est donc la mesure de la somme des valeurs ajoutées des unités résidentes tel que nous avons :

$$\text{PIB} = \sum \text{VA} + \text{TVA} + \text{DD}$$

Il importe de remarquer que les DD sont éventuellement nettes des subventions à l'importation. En effet, en cas d'octroi de subventions à l'importation par l'Etat, on doit obligatoirement retrancher celles-ci du montant des DD.

Aussi, les comptes nationaux ont des difficultés à ventiler la production de services bancaires entre consommations intermédiaires et emplois finals. Cette production est, par convention, ventilée en consommations intermédiaires. En tenant compte de cet amendement, on doit défalquer cette production : on parle d'ajustement pour services bancaires imputés (ASBI). Ainsi, la définition du PIB devient :

$$\text{PIB} = \sum \text{VA} + \text{TVA} + \text{DD} - \text{ASBI}$$

Le PIB peut être aussi calculé en faisant la somme de la multiplication des quantités des biens finaux produits par leur prix courant : on parle de PIB nominal. Cette définition montre que l'accroissement du PIB dans le temps peut découler de la hausse de la production des biens finaux et/ou de l'augmentation des prix de la plupart des biens finaux. Pour apprécier l'évolution de la production au cours du temps, il demeure impératif de gommer (effacer) l'effet de la hausse des prix. Dans cette perspective, on calcule le PIB réel, qui est la somme de la multiplication des quantités des biens finaux par un prix constant (et non courant). On utilise plusieurs appellations pour ces deux concepts. Ainsi, on peut parler de PIB nominal ou PIB en francs (euros ou dollars)

courants ; et de PIB réel ou PIB en francs (euros ou dollars) constants ou PIB en termes de biens ou PIB ajusté de l'inflation ou encore PIB aux prix de l'année N, si N est l'année de référence (année ou PIB nominal est égal au PIB réel).

Aussi, les comptes nationaux ont eu des difficultés à prendre en compte les progrès techniques incorporés dans certains types de biens – ceux ayant un certain nombre de caractéristiques tels que les ordinateurs, les téléphones portables – dans le calcul du PIB réel. On peut prendre l'exemple de l'ordinateur qui possède plusieurs caractéristiques telles que la capacité de la mémoire, la vitesse de traitement, taille du disque dur. L'estimation du PIB réel exige donc d'adopter une approche pertinente. La solution retenue par ces derniers pour intégrer les améliorations technologiques consiste à comparer, pour une même année, la valeur de marché des biens fournissant différentes caractéristiques. Cette démarche leur permet ainsi de calculer un prix ajusté (pour la qualité) de ce type de biens. Cette approche dite des « prix hédoniques<sup>1</sup> » considère que chacune des différentes caractéristiques d'un bien ait un prix implicite.

En définitive, le calcul du PIB dans l'optique de la production n'est pas une chose aisée au regard des difficultés rencontrées par les comptes nationaux.

## 1.2- Le Produit National Brut (PNB)

Comme toute production génère des revenus, nous passons naturellement du **PIB** au **PNB**. Le PIB est approximativement égal au PNB. Il faut toutefois ajouter au PIB les revenus en provenance du RDM (transferts reçus) et retrancher les revenus versés au RDM (transferts versés). Autrement dit, le PNB est égal à :

$$\text{PNB} = \text{PIB} +$$

**Revenus des facteurs en provenance du RDM (par exemple salaires transfrontaliers, dividendes et intérêts reçus par des propriétaires/prêteurs résidents)**

-

**Revenus des facteurs versés au RDM (par exemple salaires de non-résidents, dividendes et intérêts versés à des propriétaires/prêteurs non-résidents)**

Le PNB se répartit entre Consommation Nationale (CN) et Epargne Nationale (EN). La CN et l'EN sont respectivement les sommes de toutes les consommations et épargnes effectuées au niveau national pendant une période donnée, généralement une année.

## 1.3- Revenu National (RN)

La notion de Revenu National se distingue à peine de celle de PNB. L'expression s'utilise en principe lorsque l'on raisonne dans le cadre d'un circuit simplifié. Toutefois, nous appelons Revenu National (RN) la somme des revenus de l'activité et des revenus de la propriété.

$$\text{RN} = \text{Revenus de l'activité} + \text{Revenus de la propriété}$$

---

<sup>1</sup>Le qualificatif hédonique vient du mot grec « *hedonè* », qui signifie « plaisir ».

Les revenus de l'activité sont constitués de la rémunération du travail salarié (salaires + charges sociales) et de la rémunération du travail non salarié. Les revenus de la propriété sont constitués des revenus de l'entreprise (bénéfices mis en réserve, loyers perçus, dividendes versés aux actionnaires).

#### 1.4- La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)

L'Épargne Nationale se « transforme » en FBCF (Formation Brute de Capital Fixe) au moyen du processus de transformation de l'épargne par les institutions financières en crédits à l'économie.

La FBCF est constituée des investissements nets et des amortissements, c'est-à-dire de la somme des achats d'expansion (achat de matériels et équipements nouveaux) et des achats de remplacement (amortissements). Nous avons donc :

$$\text{FBCF} = \text{Investissements nets} + \text{amortissements (ou investissements de remplacement),}$$

ou encore

$$\text{FBCF} = \text{Épargne nationale} + \text{Capitaux reçus} - \text{Capitaux versés.}$$

#### 1.5- La Dépense Intérieure Brute (DIB)

C'est la somme de la CN et de la FBCF. Ainsi, nous avons :  $DIB = CN + FBCF$ . A partir de la DIB, si nous ajoutons les exportations et nous retranchons les importations, nous obtenons, dans le cas d'une économie sans Etat, le PIB :  $PIB = DIB + X - M$  ; avec X correspondant aux exportations, M correspondant aux importations, et DIB correspondant à la Dépense Intérieure Brute ou Demande Intérieure Finale.

## 2- Les limites des indicateurs économiques

Les indicateurs économiques tels que le PIB ou le PNB ne permettent de mesurer que ce qui est évaluable en monnaie. Donc, toute une partie de l'économie ne peut être prise en compte par ces indicateurs. On peut passer en revue quelques limites des agrégats.

- Tout d'abord, le PIB ou le PNB sont des indicateurs quantitatifs et ne prennent absolument pas en compte les notions de qualité de vie ou de bien-être.
- De plus, ces indicateurs n'intègrent absolument pas les aspects négatifs de la croissance. Les phénomènes de pollution, de gaspillage sont en fait totalement positifs pour le PNB. Il en va de même pour l'augmentation de la consommation de tabac ou d'alcool, par exemple. Le PNB considère tout cela comme des richesses.
- Par ailleurs, l'évolution économique se caractérise souvent par l'apparition chronique de déséquilibres économiques tels que le chômage, la baisse de la consommation et des investissements. Les déséquilibres sociaux ne sont, bien entendu, pas pris en compte dans les indicateurs économiques.

Le PIB est donc un indicateur comportant plusieurs limites. En effet, « *il ne tient pas compte de la santé de nos enfants, de la qualité de leur éducation ou de la joie qu'ils tirent de leurs jeux. Il n'intègre pas la beauté de notre poésie ou la solidité de nos mariages, pas plus que l'intelligence de nos débats publics ou que l'intégrité de nos fonctionnaires. Il ne mesure ni notre courage, ni notre sagesse, ni l'amour que nous avons pour notre pays. Pour faire*

*bref, le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut d'être vécue. Il nous dit tout des Etats-Unis, sauf les raisons que nous avons d'être fiers des Etats-Unis* »<sup>2</sup> (Kennedy, 1968).

Plus généralement, les indicateurs économiques ne sont donc intéressants que pour mesurer les richesses générées par les transactions monétaires. Mais, nous retiendrons qu'ils sont aussi insuffisants pour évaluer les richesses globales d'un pays, plus particulièrement pour les pays en développement où existe un puissant secteur dit informel. Le secteur informel désigne l'ensemble des pratiques économiques, commerciales et financières qui s'opèrent en dehors du cadre institutionnel officiel. Cela ne veut pas dire pour autant que ces opérations sont illégales, voire immorales. Simplement, elles se font sans aucune référence réglementaire.

Ces pratiques informelles ont existé depuis des lustres dans l'histoire des peuples aussi bien africains qu'européens, voire d'autres. Elles reposent essentiellement sur des logiques de solidarité. Le phénomène de l'économie informelle en Afrique a été pendant longtemps sous-estimé. Il a fallu attendre l'avènement de la crise bancaire des années 1980 pour voir les premières études approfondies sur le secteur informel africain.

Pour Servet (1990)<sup>3</sup>, l'informel « *ne signifie pas que les activités soient dépourvues de règles propres de fonctionnement et de hiérarchies internes. Il serait erroné de confondre non institutionnalisé et absence d'organisations et des pratiques ayant leurs propres codes et conventions, qui, pour certains, présentent des similitudes frappantes avec l'économie formelle pour d'autres recèlent une grande originalité et capacité d'adaptation et d'invention* ».

D'après le Fonds monétaire international (FMI) (2017, p. 53)<sup>4</sup>, « *le secteur informel est une composante essentielle de la plupart des économies subsahariennes, où sa contribution au PIB s'échelonne entre 25 % et 65 % et où il représente entre 30 % et 90 % de l'emploi non agricole* ». Par conséquent, dans les pays d'Afrique subsaharienne, notamment au Sénégal, se focaliser sur le PIB est une aberration dans la mesure où l'essentiel de la création de richesses et d'emplois est le fait du secteur informel.

## **Section 2 : Quelques remarques importantes**

Une fois définis les principaux indicateurs économiques, il devient indispensable de se fixer les idées sur certaines notions qui sont très souvent en rapport avec les agrégats et le circuit économique. Il s'agit des notions de flux, de stocks, d'inflation de variable nominale, de variable réelle, d'indice, de pouvoir d'achat et du taux de croissance d'un agrégat.

### **1- Flux et stocks**

Flux et stock sont généralement deux termes opposés.

- Les flux sont des mouvements réels ou monétaires dans une économie nationale. Il y a flux d'entrée et flux de sortie pour les capitaux sur le marché, comme pour les demandeurs d'emplois dans le fichier de l'Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi (ANPE). Le

---

<sup>2</sup> Discours du candidat Robert Kennedy tenu en 1968, au cours de sa campagne électorale, tiré de : Gregory N. Mankiw, *Macroéconomie*, 2010, p. 75.

<sup>3</sup> Voir J.-M. Servet (1990). « Pratiques informelles d'épargne dans les pays en voie de développement », *Cahiers Monnaie et Financement*, Université Lumière Lyon 2, n° 19.

<sup>4</sup> Voir FMI (2017). *Afrique subsaharienne : Faire redémarrer la croissance*, Perspectives Economiques Régionales, Washington, FMI.

terme flux est utilisé dans le sens contraire de stock(ou immobilité). Ainsi, parle-t-on de flux de capitaux, flux financiers, flux commerciaux, flux réels, etc.

- Le terme stock désigne un ensemble accumulé. Cela peut concerner le patrimoine, les matières premières, les marchandises, et même les personnes (les chômeurs enregistrés au niveau de l'ANPE). Le terme s'utilise comme le contraire du flux, car le stock augmente ou diminue grâce aux flux d'entrée et de sortie, mais le stock lui-même ne se déplace pas.

Cependant, nous utilisons aussi le terme « flux de stock » pour désigner le mouvement des stocks (baisse des stocks ou hausse des stocks).

## 2- Inflation

L'inflation et la déflation sont deux concepts qui dépendent du sens de variation du niveau général des prix des biens et des services. En effet, lorsque la variation du niveau général des prix des biens et des services est positive, on parle d'inflation et dans le cas inverse de déflation. L'inflation est aussi définie comme la hausse généralisée et continue du niveau général des prix des biens et des services. La baisse du rythme de l'inflation est qualifiée de désinflation. Par exemple, il y a désinflation lorsque le taux d'inflation passe de 9 % à 7 %.

La mesure de l'inflation – et donc de la déflation – demeure une procédure relativement complexe. Les comptes nationaux utilisent plusieurs types d'indices comme instruments de mesure de l'inflation (ou déflation). Il s'agit notamment de l'indice des prix à la consommation (IPC), de l'indice des prix à la production et de l'indice du prix implicite du PIB. Le taux d'inflation représente le taux de variation en pourcentage de l'indice de prix choisi.

L'IPC mesure l'évolution du coût de la vie dans le temps. Il est calculé hors tabac et comporte plusieurs centaines de postes. Pour faciliter les comparaisons internationales et surtout pour les pays membres d'une communauté économique et monétaire, un IPC harmonisé (IPCH) est calculé permettant d'apprécier l'objectif de stabilité des prix à moyen terme dans l'espace communautaire.

Les indices de prix à la production sont souvent utilisés pour les produits énergétiques, les produits industriels et les produits alimentaires. Le calcul de ces indices se fonde sur les prix de vente départ usine, c'est-à-dire hors TVA.

L'indice du prix implicite du PIB – ou déflateur du PIB – désigne le rapport du PIB nominal au PIB réel. Il prend en compte beaucoup plus de produits que l'IPC et l'IPCH.

Le calcul d'un IPC exige de procéder en quatre étapes :

- choisir, après une enquête de consommation, un panier (fixe) de biens et services représentatif de la consommation des ménages ;
- trouver le prix de chacun des biens et services pour chaque année ;
- calculer le coût du panier de consommation pour chaque année ;
- choisir une année de référence (ou année de base) et calculer l'indice des prix à la consommation pour chaque année ;

Pour calculer le taux d'inflation annuel, il suffit juste d'utiliser l'indice de prix à la consommation.

Toutefois, la mesure du coût de la vie n'est pas parfaite du fait de l'existence possible de biais de substitution, de l'apparition de nouveaux biens et d'amélioration de la qualité des biens et services.

### Exemple de calcul d'un indice des prix à la consommation (IPC)

**Première étape** : enquête de consommation afin de déterminer la composition (fixe) du panier de biens et services. Par exemple, choisissons un panier composé de 4 croissants et 2 pains au chocolat.

**Deuxième étape** : trouver le prix (en FCFA) de chaque bien pour chaque année

Année	Prix des croissants	Prix des pains au chocolat
2015	300	150
2016	400	200
2017	500	300

**Troisième étape** : calculer le coût du panier de consommation pour chaque année

2015	$(300 \times 4 \text{ croissants}) + (150 \times 2 \text{ pains au chocolat}) = 1500$
2016	$(400 \times 4 \text{ croissants}) + (200 \times 2 \text{ pains au chocolat}) = 2000$
2017	$(500 \times 4 \text{ croissants}) + (300 \times 2 \text{ pains au chocolat}) = 2600$

**Quatrième étape** : choisir une année de base (2015) et calculer l'indice des prix à la consommation pour chaque année.

2015	$(1500/1500) \times 100 = 100$
2016	$(2000/1500) \times 100 = 133,33$
2017	$(2600/1500) \times 100 = 173,33$

**Cinquième étape** : utiliser l'indice de prix à la consommation afin de calculer le taux d'inflation annuel.

2016	$[(133,33 - 100)/100] \times 100 = 33,33 \%$
2017	$[(173,33 - 133,33)/100] \times 100 = 40 \%$

L'inflation est un concept très important puisqu'on la retrouve dans la détermination des variables économiques dites réelles.

### **3- Variable nominale, variable réelle, pouvoir d'achat et indice**

- Variable nominale : C'est une variable exprimée en valeur, en prix courant, c'est-à-dire non corrigée des effets de l'inflation (ou illusion inflationniste). Elle est opposée à la variable réelle.
- Variable réelle : C'est une variable exprimée en prix constant (ou en volume, c'est-à-dire corrigée des effets de l'inflation). Nous disons encore que cette valeur est déflatée.
- Pouvoir d'achat : C'est la quantité de biens et services qu'une unité monétaire ou une certaine somme d'argent ou un revenu permet potentiellement de se procurer. Le pouvoir d'achat du revenu disponible dépend de l'évolution des prix : la hausse des prix entraîne une baisse du pouvoir d'achat, c'est-à-dire du revenu réel. Le pouvoir d'achat varie en sens inverse de l'indice des prix.

- Les indices : Ils constituent un outil permettant de saisir les évolutions, dans le temps et dans l'espace, des grandeurs économiques – comme la production, les prix, les revenus – et de réaliser des comparaisons.

L'indice des prix du PIB est un déflateur, c'est-à-dire un indicateur statistique permettant d'éliminer l'illusion inflationniste, qui gonfle artificiellement la valeur des choses. Il permet de passer d'une grandeur exprimée en prix courants (valeur nominale) à une grandeur exprimée en prix constants (valeur réelle).

#### 4- Taux de croissance d'un agrégat

Le taux de croissance d'un agrégat est un chiffre qui présente, entre deux dates (date de départ et date d'arrivée), la variation, exprimée en pourcentage, de la valeur de départ. Par exemple, le taux de croissance du PIB mesure l'évolution de la production d'un pays donné dans le temps, c'est-à-dire le pourcentage d'augmentation ou de réduction du PIB entre deux dates différentes.

Ainsi, le taux de croissance ( $T_x$ ) du PIB – nominal ou réel – entre la période 1 et la période 2 est égal au PIB de la période 2 ( $PIB_2$ ) moins le PIB de la période 1 ( $PIB_1$ ), le tout divisé par le PIB de la période 1 ( $PIB_1$ ). Nous avons donc :

$$T_x = [(PIB_2 - PIB_1) / PIB_1] \times 100$$

Cependant, certains pays, disposant de moyens conséquents, élaborent des statistiques infra-annuelles (trimestrielles, voire mensuelles). Dans ce cas, les données concernant, par exemple, le PIB trimestriel, voire le PIB mensuel sont disponibles.

Les périodes où le taux de croissance du PIB est positif sont dénommées expansions (économiques). En revanche, les périodes où le taux de croissance du PIB est négatif sont appelées récessions (économiques). Les macroéconomistes considèrent qu'un pays est en récession lorsque son économie enregistre au moins deux trimestres consécutifs de croissance négative.

##### Exemple :

Pour le PIB entre 2009 et 2010 tel qu'en 2009 le PIB est de 80 et celui de 2010 est 87, le taux de croissance du PIB entre 2009 et 2010 est :  $T_x = [(87 - 80) / 80] \times 100 = 8,75 \%$ .

Ainsi, nous pouvons conclure que de 2009 à 2010 le PIB a augmenté de 8,75 %.

# Chapitre 3

## La consommation

**A**u départ, le mot « Consommer » vient du latin « *consummare* » qui signifie faire la somme et achever, puis très vite, le mot a évolué étymologiquement pour désigner la destruction de biens et services. La consommation est étroitement liée à la production. Cela a amené Fourastié (1959) à expliquer « *Pourquoi nous travaillons* »<sup>1</sup>. Ainsi, selon lui : « *Nous travaillons pour transformer la nature naturelle qui satisfait mal ou pas du tout les besoins humains, en éléments artificiels qui satisfassent ces besoins ; nous travaillons pour transformer l'herbe folle en blé puis en pain, les merises en cerises et les cailloux en acier puis en automobile* ».

A travers ces propos, l'auteur veut dire que nous travaillons pour transformer la nature afin d'obtenir des biens pouvant répondre à nos besoins ; c'est ce qui fait de la consommation la finalité du processus productif, et donc nous produisons ce que nous consommons.

D'ailleurs, au 19<sup>ème</sup> siècle, de grands économistes tels que Jean Charles Sismonde de Sismondi et Robert Thomas Malthus ont mis en exergue l'importance de la consommation pour la dynamique de l'économie d'un pays. En particulier, Malthus considère que la cause profonde des crises économiques réside dans la sous-consommation (ou l'excès d'épargne).

Dans ce chapitre, nous allons définir et mesurer la consommation, présenter ses principaux déterminants, proposer son analyse économique et enfin présenter la fonction de consommation.

### **Section 1 : Définition et mesures de la consommation**

Nous avons déjà défini la consommation dans le second chapitre de la deuxième partie (page 24). Rappelons que la consommation peut être appréhendée comme un moyen de satisfaire nos besoins et comme la principale motivation de la mise en œuvre d'un processus de production.

Dans une perspective transdisciplinaire, la consommation « *est un acte économique, social et culturel d'appropriation, destructive dans l'immédiat ou à terme, d'un bien matériel ou d'un service, en vue de satisfaire un besoin, une aspiration ou un désir* » (Lakehal, 2002). La consommation est ainsi un phénomène économique, social et culturel.

Pour mieux cerner la notion de consommation, il demeure indispensable d'avoir une idée d'une part, sur ce que sont un besoin et un bien et, d'autre part, sur les différents instruments de mesure de la consommation. D'où l'objet de cette section.

#### **1- Notions et typologies des besoins et des biens**

La notion de besoin et celle de bien sont toutes deux liées à la consommation. Il existe plusieurs types de besoins et de biens. Ci-dessous, nous aborderons successivement les notions et les typologies des besoins et des biens.

---

<sup>1</sup>Jean Fourastié. *Pourquoi nous travaillons*, Paris, Presses universitaires de France, 1959.

## 1.1- Les besoins

Un besoin peut être défini comme étant la sensation que l'on ressent de manière plus ou moins vive envers un bien ou un service que l'on n'a pas et que l'on désire avoir. Les besoins des humains sont classés en plusieurs catégories. La classification la plus connue est celle établie par Abraham Maslow en 1943 selon laquelle les besoins des humains peuvent être classés en trois grandes catégories. Ce sont :

- **les besoins fondamentaux** : ce sont des besoins primaires ou élémentaires ou encore physiologiques dont la satisfaction est indispensable à la survie. Exemple : manger, boire, respirer ;
- **les besoins secondaires** : ils sont matériels et leur satisfaction n'est pas vitale mais permet d'améliorer le bien-être et donc d'agrémenter la vie, par exemple, se déplacer, s'habiller, se loger, se divertir. Ces besoins sont considérés comme des besoins de civilisation qui dépendent des habitudes de vie ;
- **les besoins spirituels** : ils concernent, par exemple, le partage des idées, la pensée philosophique, la religion, les interrogations existentielles.

Notons que l'analyse économique ne prend en compte que les besoins fondamentaux et les besoins secondaires. Ainsi, cela permet de distinguer les besoins économiques des besoins non économiques.

- **Les besoins économiques** sont des besoins qui sont caractérisés par l'accomplissement d'un travail par un individu et/ou par le paiement du prix de ce travail pour les satisfaire. Ainsi, en guise d'exemple, le besoin d'avoir une voiture pousse un individu à travailler pour l'acheter, ou bien le besoin de faire fonctionner une entreprise amène un entrepreneur à embaucher des employés et à les payer un salaire ;
- **Les besoins non économiques** sont, quant à eux, caractérisés par leur satisfaction par la nature en utilisant les biens libres tels que l'air que l'on respire, le soleil qui éclaire les habitations, la pluie qui fait pousser les semences.

Les besoins peuvent également être classés selon leur mode de satisfaction. Ainsi, nous distinguons les besoins individuels des besoins collectifs.

- **Les besoins individuels** : ce sont les besoins qui peuvent être satisfaits par l'achat d'un bien offert sur le marché ou alors exceptionnellement par le troc ou par l'autoconsommation. Cependant, il faut retenir que tous les besoins individuels ne sont pas satisfaits à cause de la contrainte budgétaire, seuls les besoins solvables sont satisfaits, c'est-à-dire, ceux qui sont susceptibles d'être financés par le revenu monétaire dont dispose l'individu.
- **Les besoins collectifs** : ce sont les besoins satisfaits par l'Etat ou par des associations à but non lucratif. Ces besoins sont financés par l'impôt et les cotisations, mais il n'y a pas de relation directe entre ces derniers – impôt et cotisations – et le service fourni.

## 1.2- Les biens

Un bien permet de satisfaire des besoins. Nous distinguons les biens naturels (ou biens libres) des biens économiques.

- **Les biens naturels ou biens libres** : ils sont produits par la nature et non par une activité humaine. Nous avons, par exemple l'eau, l'air, la lumière du soleil qui sont théoriquement en quantité « illimitée ». Notons qu'un bien est abondant lorsqu'il n'a pas de coût pour la collectivité, par exemple, l'air que nous respirons. Mais cependant, un bien gratuit n'est pas forcément un bien abondant.
- **Les biens économiques ou biens non naturels** : Ils sont nés de l'activité humaine et transformés tout au long du processus productif. Nous avons, par exemple, les chaussures, l'ordinateur, le téléphone portable. Ces biens sont d'une grande variété.

Notons que ces biens économiques sont caractérisés par leur rareté et leur utilité. Un bien est utile parce que sa consommation procure la satisfaction attendue, cette utilité est une notion subjective. La rareté des biens, quant à elle, se justifie par le fait que les ressources qui permettent la création de ces biens existent en quantités limitées. L'acquisition des biens suppose une dépense d'énergie humaine qui est aussi limitée.

Il existe plusieurs types de biens économiques qui sont généralement classés selon les quatre critères suivants :

- **le critère de durabilité** permet de distinguer :
  - les biens de consommation durables tels que les voitures et les téléviseurs ;
  - les biens semi-durables tels que les vêtements ;
  - les biens non durables tels que les aliments ;
- **le critère marchand/non marchand** concerne les biens marchands et les biens non marchands ;
- **le critère de matérialité** permet de distinguer les biens matériels et les biens immatériels (les services).
  - **Les biens matériels** sont des biens physiques. Ils peuvent être classés en fonction de leur utilisation :
    - **les biens de consommation ou biens finals (ou finaux)** permettent de satisfaire immédiatement les besoins du consommateur, par exemple, les vêtements, les bijoux, les meubles, la nourriture ;
    - **les biens de production** permettent de produire d'autres biens. Les biens de production ne sont pas détruits lors de leur première utilisation. Il s'agit des biens d'équipement – les machines, les bâtiments – qui constituent le capital fixe de l'entreprise ;
    - **les biens intermédiaires** qui sont les produits bruts utilisés par l'entreprise et dont la transformation et la combinaison avec d'autres produits donneront naissance à un bien de production ou à un bien de consommation. Il s'agit des matières premières, par exemple.

- **les biens immatériels ou services** sont des produits qui ne sont pas matériels. Certaines activités comme celles d'un médecin, d'un coiffeur ou d'un enseignant n'ont rien de matériel. Ces activités sont des services, c'est-à-dire des prestations. Elles sont immatérielles et répondent souvent à des besoins immatériels. Les services peuvent être marchands, c'est-à-dire qu'ils sont payants, par exemple, le cinéma, la coupe de cheveux. Ils peuvent aussi être non marchands, c'est-à-dire non payants, par exemple les routes et la sécurité.

➤ **le critère collectif/individuel** permet de définir les biens à usage individuel et les biens à usage collectif.

- **Les biens et services sont dits individuels ou encore biens privés** lorsqu'ils sont acquis par un individu pour son usage personnel, par exemple, un vêtement, une paire de chaussures. Ils sont caractérisés par l'exclusion et la rivalité dans leur consommation ;

- **Les biens et services collectifs** sont des biens et services dont la consommation est indivisible et dont la production est financée essentiellement par l'impôt. La mise en place des biens et services collectifs est effectuée, le plus souvent, par l'Etat et les collectivités territoriales. Ces biens sont caractérisés par le principe de non rivalité et le principe de non exclusion. En effet, la consommation d'un bien collectif par une personne de plus ne prive pas les autres consommateurs du bien en question, c'est le principe de non rivalité dans la consommation de ce bien. Le principe de non exclusion est défini comme une impossibilité technique et économique des producteurs d'un bien (Etat par exemple) d'exclure les personnes qui refusent de payer le prix pour consommer ce bien. Ces biens sont, par exemple, les éclairages publics et les routes.

## 2- Les principaux instruments de mesure de la consommation

Les principaux instruments de mesure et d'analyse de la consommation sont le taux de consommation, la propension moyenne à consommer et la propension marginale à consommer.

### 2.1- Le taux de consommation

Le taux de consommation permet de connaître le poids de la consommation dans le produit intérieur brut (PIB), c'est-à-dire quel pourcentage du PIB est représenté par la consommation. Il est déterminé par le rapport entre la consommation des ménages et le PIB, soit :

$$\text{Taux de consommation} = \frac{\text{Consommation des ménages}}{\text{Produit intérieur brut (PIB)}} \times 100$$

### 2.2- La propension moyenne à consommer (PMC)

Elle permet de déterminer la part du revenu allouée à la consommation. Elle est obtenue par le rapport entre la consommation et le revenu des ménages, soit :

$$\text{PMC} = \frac{\text{Consommation des ménages}}{\text{Revenu des ménages}}$$

### **Illustration :**

Considérons une économie d'un pays dont les données suivantes ont été enregistrées respectivement en 2009 et en 2010 :

Consommation des ménages = 150 et 190 ; PIB = 195 et 235.

Calculons les taux de consommation de 2009 ( $TC_{2009}$ ) et de 2010 ( $TC_{2010}$ ) :

$$TC_{2009} = \frac{150}{195} \times 100 = 76,92 \quad TC_{2010} = \frac{190}{235} \times 100 = 80,85$$

Nous observons qu'en 2009 et en 2010, la consommation a représenté respectivement 76,92 % du PIB et 81,63 % du PIB.

### **2.3- La propension marginale à consommer (PmC)**

Elle mesure la part de la variation de la consommation quand le revenu varie d'un niveau à un autre. Elle est obtenue par le rapport entre la variation de la consommation et celle du revenu des ménages, soit :

$$PmC = \frac{\text{Variation de la consommation des ménages}}{\text{Variation du revenu des ménages}}$$

## **3- La notion de coefficient budgétaire**

Une autre mesure de la consommation est le coefficient budgétaire. Cette mesure est fondée sur la nature des besoins ou types de besoins à satisfaire. Le coefficient budgétaire est la part du budget d'un ménage ou d'un individu dédiée à l'achat d'un bien ou service ou d'une famille de biens ou services.

Un coefficient budgétaire est donc le rapport entre la dépense consacrée à un bien ou service particulier – par exemple, l'alimentation ou le logement – et la dépense totale, c'est-à-dire :

$$\text{Coefficient budgétaire} = \frac{\text{Dépense sur un bien ou un service}}{\text{Dépense totale}}$$

Par exemple, le coefficient budgétaire des ménages dakarois affecté à l'alimentation en 2003 est de 40,2 % des dépenses totales comme le montre le tableau 7 ci-dessous.

Ce tableau nous donne les coefficients budgétaires selon le type de dépense effectuée par les ménages de Dakar en 2003.

#### **Analyse du tableau 7 (ci-dessous) :**

Sur ce tableau, nous voyons que 40,2 % de la consommation des ménages dakarois sont consacrées à « l'alimentation ». Ensuite, viennent les dépenses de « logement » (effectives et imputées) en deuxième position avec environ 20,8 % des dépenses. En troisième position, se trouvent les dépenses de consommation liées aux « transports » qui sont à 7,9 % des dépenses des ménages dakarois.

Les dépenses « d'habillement et chaussures » s'élèvent à 7,2 % des dépenses totales et se classent en quatrième position. Puis, viennent successivement les dépenses en « Meubles, articles de ménages et entretien courant » avec 4,9 % des dépenses totales ; les dépenses « d'Hôtels et restaurants » à 4,4 %. Précisons que les dépenses « d'Hôtels et restaurants » comprennent, entre

autres, les dépenses pour les aliments et boissons consommés hors du domicile. Nous voyons que les dépenses les plus faibles sont celles portant sur la « santé » avec (3,1 %) du budget des ménages ; les dépenses « d'éducation » avec 2,5 %.

**Tableau 7** : Coefficients budgétaires selon le type de ménages et le poste de dépense (y compris les cadeaux, l'autoconsommation et les loyers imputés)

Type de dépense	Coefficient budgétaire par type de dépense en %
Alimentation et boissons non alcoolisées	40,2
Boissons alcoolisées et tabac	0,6
Habillement et chaussures	7,2
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	20,8
Meubles, articles de ménages et entretien, Courant	4,9
Santé	3,1
Transports	7,9
Communications	2,4
Loisirs et culture	2,5
Enseignement	2,2
Hôtels et restaurants	4,4
Biens et services divers	3,7
Total	100
Consommation annuelle par tête (en milliers de FCFA)	409,1

Sources : Enquête 1-2-3, 2003, phase 3 (consommation des ménages), Dakar, calculs DPS.

#### 4- Relation entre la consommation et le revenu : les lois d'Engel

La consommation des ménages se diversifie avec la hausse du revenu. L'économiste allemand Ernst Engel en 1857 a étudié la manière dont les ménages répartissent leur revenu entre les différentes catégories ou postes de biens consommés. Pour cela, il a distingué trois grandes catégories de biens consommés par les ménages qui sont :

- les biens primaires (l'alimentation) ;
- les biens normaux (le logement et l'habillement) ;
- les biens supérieurs – ou biens tertiaires – (la culture, l'hygiène, la santé, les loisirs, les équipements ménagers et le transport).

Sur la base de ce classement, **Engel stipule que la proportion des dépenses d'alimentation diminue lorsque le revenu augmente ; c'est la première « Loi d'Engel ».**

Par la suite, l'économiste américain Carroll Wright a développé, en 1875, l'analyse d'Engel en l'étendant sur les autres catégories de biens consommés par les ménages. Wright montre que les coefficients budgétaires des diverses catégories de biens consommés par les ménages dépendent étroitement du niveau de leur revenu.

Ainsi, il stipule que les biens primaires ont une élasticité-revenu inférieure à un, les biens normaux ont une élasticité-revenu proche de un, et les biens supérieurs ont une élasticité-revenu supérieure

à un. Autrement dit, la consommation des biens primaires croît moins vite que le revenu, la consommation des biens normaux croît à peu près au même rythme que le revenu, et la consommation de biens supérieurs croît plus rapidement que le revenu. Cela a permis l'élaboration de trois lois d'Engel supplémentaires ou les trois « Lois de Wright » :

- **deuxième loi d'Engel ou première loi de Wright** : la part des dépenses en biens primaires est d'autant plus importante que la famille est pauvre. L'élasticité-revenu de ces dépenses est inférieure à 1.
- **troisième loi d'Engel ou deuxième loi de Wright** : les dépenses en biens normaux occupent toujours la même part dans le revenu des ménages. L'élasticité-revenu de ces dépenses est égale à 1.
- **quatrième loi d'Engel ou troisième loi de Wright** : Les dépenses en biens supérieurs (ou biens tertiaires) augmentent quand le revenu augmente. L'élasticité-revenu de ces dépenses est supérieure à 1.

Notons que l'élasticité-revenu de la demande d'un bien de consommation est la mesure de la sensibilité de la demande de ce bien, par un ou plusieurs consommateurs, lorsque le revenu de celui-ci ou ceux-ci augmente.

## **Section 2 : Les principaux déterminants de la consommation**

Les déterminants de la consommation sont multiples. Le revenu et le prix des biens et services semblent être les déterminants les plus importants. Un autre facteur lié au revenu est l'environnement socioculturel. Aussi, d'autres facteurs influencent également la consommation, notamment le progrès technique, la publicité, la composition et la taille de la famille, l'âge, le sexe, la politique du crédit (avec ses dangers : le surendettement des ménages) et la conjoncture économique.

Cependant, ces déterminants de la consommation sont groupés en deux grandes catégories, il s'agit des déterminants économiques et des déterminants non-économiques.

### **1- Les déterminants économiques de la consommation**

Le plus souvent, les individus sont confrontés à deux contraintes économiques qui limitent leur capacité à consommer. Ces contraintes sont le revenu et le prix des biens et services.

#### **1.1- Le revenu**

Généralement, la hausse du revenu se traduit par l'augmentation de la consommation. Le comportement de consommation évolue donc avec le niveau du revenu. Plus le revenu est élevé, plus une partie importante sera épargnée. Ce comportement est mis en évidence par l'élasticité-revenu de la demande. Elle se détermine de la manière suivante :

$$\text{Elasticité}_{\text{Revenu}} = \frac{\text{variation de la demande (en \%)}}{\text{variation du revenu (en \% )}}$$

A partir de la valeur de l'élasticité-revenu trouvée, nous avons les trois cas suivants :

- si l'élasticité-revenu est négative, alors une hausse du revenu entraîne une diminution de la consommation.
- si l'élasticité-revenu est nulle (égale à zéro), alors la variation du revenu n'a aucune incidence sur la consommation globale du ménage ; ce qui témoigne d'un comportement d'épargne.
- si l'élasticité-revenu est positive alors une hausse du revenu entraîne une augmentation de la consommation du ménage.

## 1.2- Le prix des biens et services

Le prix est aussi un facteur très influent dans la détermination de la consommation des ménages. Ainsi, plus le prix d'un bien est élevé, moins la demande le concernant, émanant des ménages ou des entreprises, sera forte. En revanche, si le prix d'un bien diminue, la demande exprimée pour ce bien a de fortes chances de s'accroître.

Cette relation, qui est dans cet exemple inverse, entre le prix d'un bien et la demande exprimée par les agents économiques définit ce que l'on appelle l'élasticité-prix de la demande. Cette élasticité permet de mesurer la relation qui lie l'évolution du prix et l'évolution de la demande d'un bien. Elle se mesure de la manière suivante :

$$\text{Elasticité}_{\text{prix de la demande}} = \frac{\text{variation de la demande (en \%)}}{\text{variation des prix (en \%)}}$$

Ainsi, selon les valeurs, négative, nulle, ou positive de l'élasticité-prix qu'on peut trouver, nous avons les trois cas suivants :

- si l'élasticité-prix est négative alors une hausse du prix de vente entraîne une diminution de la demande du bien. A l'inverse, une baisse du prix de vente se traduit par une augmentation de la demande du bien.
- si l'élasticité-prix est nulle (égale à zéro), alors une variation du prix de vente d'un bien n'a aucune incidence sur la demande globale adressée à ce bien.
- si l'élasticité-prix est positive, alors une hausse du prix de vente entraîne une augmentation de la demande adressée à ce bien (cas des biens de luxe).

La notion d'élasticité est fondamentale. Une entreprise, par exemple, doit tenir compte de l'élasticité prix du bien ou service qu'elle vend, de manière à fixer un prix de vente optimal. Une diminution du prix de vente, décidée par exemple pour accroître les ventes, n'aura aucune incidence réelle si l'élasticité-prix du bien est nulle.

De même, une politique de relance économique par distribution de revenus aux ménages – par le biais de baisses d'impôts par exemple –, verra son impact réel sur la consommation globale des ménages varier en fonction de l'élasticité-revenu de la demande.

Par ailleurs, il importe aussi d'explicitier l'effet d'encaisse réelle, analysé par A. C. Pigou et D. Patinkin. Pour ces deux auteurs, l'effet d'encaisse réelle existe lorsque les variations du niveau général des prix – qui modifient le pouvoir d'achat des actifs monétaires détenus par les agents économiques – provoquent une variation de la demande de consommation de ces derniers. Plus

précisément, lorsque les prix augmentent, la valeur réelle des encaisses diminue et la demande de consommation baisse. La réaction inverse se produit en cas de diminution des prix.

A côté de ces déterminants économiques, la consommation des ménages est également tributaire d'autres facteurs dits non-économiques.

## 2- Les déterminants non-économiques de la consommation

Les déterminants non économiques de la consommation sont multiples. L'environnement socioculturel joue un rôle prépondérant dans la détermination de la consommation. Les déterminants non-économiques, qui sont le plus souvent analysés, sont le progrès technique, le mode de vie, la classe sociale, l'effet de démonstration, la catégorie socioprofessionnelle, l'âge, le comportement ostentatoire et la publicité.

- **Le progrès technique<sup>2</sup>** : le progrès technique est souvent à l'origine de nouvelles normes de production. Celles-ci engendrent de nouvelles normes de consommation. Le progrès technique permet d'avoir des coûts de production faibles et donc un niveau de prix moins élevé. Cela favorise une consommation de masse, qui désigne, comme déjà définie, une diffusion très large des biens de consommation durables (automobiles, équipements ménagers). Cette acquisition massive de biens durables par les ménages a représenté un modèle de consommation, une norme de consommation durant la période des « Trente Glorieuses » dans les pays développés. Notons aussi que la dynamique de l'innovation permet aussi d'avoir de nouveaux produits (mutations de la structure du panier de la ménagère) et donc influence la qualité de la consommation des ménages.
- **Le mode de vie** : la consommation est en partie influencée par le mode de vie ou genre de vie de l'individu ou du groupe social (ou classe sociale). Le mode de vie traduit les manières de vivre, de se nourrir, de se vêtir, d'utiliser ses loisirs, son temps libre, etc. Ce terme est différent du niveau de vie, qui désigne la quantité de produits dont peut disposer une personne, un ménage ou un groupe social, compte tenu de ses revenus. Deux personnes ayant le même niveau de vie et le même revenu peuvent avoir une structure de consommation différente : cela est dû à leur mode de vie différent.
- **La classe sociale** : la consommation d'un individu varie en fonction des habitudes qu'il a acquises de par son éducation. La reproduction du mode de vie de la classe sociale d'origine influence donc la consommation.
- **L'effet d'imitation ou effet de démonstration ou encore effet de Duesenberry** : la consommation répond parfois au besoin de copier la consommation de la classe sociale supérieure. En effet, d'après Duesenberry (1949), « *tout citoyen d'une classe sociale donnée tend à acquérir le comportement de la classe immédiatement supérieure* ». Ainsi, le club des « privilégiés » servirait de modèle de référence aux autres catégories sociales, qui tentent d'appliquer le modèle de dépenses des « privilégiés » lorsque leurs revenus augmentent.
- **La catégorie socioprofessionnelle(CSP)**: la consommation peut être influencée par la CSP à laquelle appartient la personne. Ceci s'explique en partie par un besoin de

---

<sup>2</sup> Le progrès technique peut aussi être considéré comme un déterminant économique car il est un facteur de production assimilé à l'innovation, baptisé « facteur résiduel » dans le modèle de croissance néoclassique proposé par R. Solow (1956).

mimétisme et d'identification. Pour le sociologue Bourdieu<sup>3</sup>, qui intègre la dimension socioculturelle dans l'analyse de la consommation, toute personne est dotée d'un « capital économique », d'un « capital social » et d'un « capital culturel » qui se combinent pour donner des types de consommation différents selon les CSP. Par exemple, un cadre supérieur peut disposer d'un capital économique identique à celui d'un grand commerçant mais ce dernier a un capital culturel souvent plus faible ; ce qui engendre des structures de consommation différentes alors que leurs revenus sont proches. Ainsi, toute modification de la CSP entraîne nécessairement une modification de la consommation.

- **L'âge** : la consommation est aussi déterminée par l'âge. En effet, un individu âgé consomme, par exemple, plus de services de santé qu'un adolescent. L'âge constitue le pilier de la théorie dite du cycle de vie de Modigliani (voir ci-dessous).
- **Le comportement ostentatoire** : la nature des biens consommés reflète également l'appartenance à un certain milieu social, à un certain statut social<sup>4</sup>. La consommation est ainsi un langage, elle « *permet de faire savoir aux autres membres de la société quelque chose sur soi-même, son appartenance à un groupe, à une communauté, à une culture, voire son refus d'appartenance (effet de distinction)* »<sup>5</sup>. Le fait de consommer correspond ici à un besoin d'être reconnu par les membres de la société comme appartenant à un groupe social particulier, c'est l'effet de snobisme ou effet d'ostentation ou encore « effet Veblen »<sup>6</sup>.
- **La publicité**: la consommation est grandement influencée par la publicité. Grâce à celle-ci, l'offre de nouveaux produits ne correspondant à aucun besoin exprimé constitue un facteur de consommation. En effet, la publicité est un phénomène social qui permet de relayer cette offre pour qu'elle puisse rencontrer une demande. Pour J. K. Galbraith, la publicité contribue à créer de nouveaux besoins afin de faciliter l'écoulement de nouvelles productions. Il évoque un phénomène de « filière inversée » selon lequel ce sont les producteurs qui imposent leurs biens aux consommateurs alors que c'est le schéma inverse qui devrait être de rigueur (le « consommateur-roi »).

La publicité est donc au cœur de l'environnement du consommateur. Elle constitue un moyen de différenciation pour les entreprises. La publicité a un rôle positif sur la consommation car elle réduit les coûts d'accès à l'information sur un produit, elle aide le consommateur à opérer un choix rationnel de consommation et encourage la production de biens de qualité. Cependant, la publicité possède également des effets négatifs car elle est un moyen de manipulation<sup>7</sup> du consommateur et, par son objectif fondamental, elle augmente les barrières à l'entrée des secteurs industriels et décourage ainsi la concurrence<sup>8</sup>.

---

<sup>3</sup> Voir Bourdieu, P. (1983).

<sup>4</sup> Voir Baudrillard, J. Le système des objets, la consommation des signes (1968), Paris, Gallimard « Tel », 1978.

<sup>5</sup> Capul et Garnier (2011). *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Paris, Hatier, p. 88.

<sup>6</sup> La demande des biens de luxe ou apparentés ne diminue pas lorsque leur prix augmente. Ces biens sont qualifiés d'ostentatoires dans la mesure où la seule motivation des acquéreurs est de les exhiber ou les consommer pour se distinguer des autres (la masse) ou montrer qu'ils sont supérieurs au commun (effet de snobisme).

<sup>7</sup> V. Packard, *La persuasion clandestine*, 1958 et J. K. Galbraith, *Le Nouvel Etat industriel*, Paris, Gallimard, 1968.

<sup>8</sup> L'avènement du mouvement *consumerism* aux Etats-Unis constitue une réponse appropriée à cette dérive. Le *consumerism* ou « consummatisme » est un système de défense des droits des consommateurs par les consommateurs eux-mêmes, à travers la création d'associations de luttes et d'actions. Il s'agit de sensibiliser les autorités politiques et l'opinion publique sur les pratiques non conformes aux intérêts des consommateurs que mettent en œuvre certains

## **Section 3 : L'analyse de la consommation**

Les économistes distinguent généralement deux types d'analyse de la consommation : l'analyse microéconomique ou classique et l'analyse macroéconomique ou keynésienne. Ces analyses se fondent sur une fonction de consommation.

Nous pouvons définir la fonction de consommation comme l'étude de l'ensemble des dépenses de consommation. Cette fonction peut être analysée au niveau de l'acteur individuel (microéconomie) ou au niveau des données agrégées (macroéconomie). Cela nous amène à distinguer deux principales fonctions de consommation issues de deux grands courants de pensée qui s'opposent sur la question.

Ainsi, nous avons la fonction de consommation keynésienne et la fonction de consommation classique. Keynes et ses partisans ont une vision macroéconomique où le revenu se partage entre épargne et consommation. L'analyse classique privilégie l'étude microéconomique où l'agent adopte un comportement rationnel et essaie de maximiser sa satisfaction personnelle. Ci-dessous, nous présenterons plus amplement la fonction de consommation keynésienne.

On peut étudier un phénomène – ici la consommation – selon deux approches ou perspectives différentes :

- l'approche transversale qui consiste à observer la consommation sur une population hétérogène durant une période de temps donnée ;
- la perspective longitudinale qui consiste à observer la consommation d'un groupe homogène donné (appelé aussi cohorte) ou d'une personne représentative des caractéristiques moyennes d'un groupe homogène pendant une période temps donnée.

On voit bien que la perspective longitudinale conserve une homogénéité du comportement de consommation des membres de la cohorte dans le temps.

D'ores et déjà, il importe de retenir que les travaux empiriques s'inscrivant dans la perspective transversale ont confirmé la fonction keynésienne en montrant que la PMC décroît avec l'augmentation du revenu. A l'opposé, les études statistiques privilégiant l'approche longitudinale ont plutôt révélé la constance de la PMC ; ce qui veut dire que les ménages utilisent une part constante de leur revenu pour leur consommation durant leur vie.

### **1- L'analyse classique ou microéconomique de la consommation<sup>9</sup>**

C'est une analyse classique et néoclassique de la consommation. Elle se base sur le comportement du consommateur à travers son choix de consommation. Le consommateur est censé être rationnel et souverain. Il cherche toujours à optimiser son choix, donc à maximiser sa satisfaction. Cette analyse est fondée sur les trois hypothèses ci-dessous :

---

producteurs de biens ou prestataires de services (entreprises, banque, assurance, etc.). On retrouve ces associations de consommateurs même dans les pays en développement tels que le Sénégal.

<sup>9</sup> Ici ne sont pas exposées les nouvelles approches microéconomiques de la consommation. On peut juste retenir, avec Becker et Stigler, que le comportement de l'individu est similaire à celui d'une entreprise et le consommateur est considéré comme le producteur de sa propre satisfaction. Aussi, selon Lancaster, le consommateur choisit un bien pour les caractéristiques qu'il offre. Un même bien, par exemple la voiture, présente plusieurs caractéristiques (puissance du moteur, confort, sécurité, etc.), une caractéristique donnée se retrouvant, à des degrés divers, dans d'autres biens différents.

- le consommateur a un objectif de maximisation de son utilité ;
- la maximisation se réalise sous contrainte de budget ;
- le consommateur est rationnel et autonome.

Cette analyse cherche ainsi à répondre à la question de savoir comment, pour un niveau de revenu donné, le consommateur arbitre entre les différents biens offerts sur le marché. Dans cette analyse, la valeur des biens ne dépend pas de leurs coûts de production mais de leur utilité. L'utilité considérée n'est pas l'utilité totale de la quantité d'un bien mais l'utilité de la dernière unité de ce bien qu'il est possible d'acquérir, compte tenu du fait que les ressources économiques sont rares. C'est la fonction d'utilité qui est mise en avant pour déterminer l'utilité que la dernière unité consommée procure : c'est ce qu'on appelle l'utilité marginale.

Comme la valeur d'un bien dépend, d'une part, de son utilité pour le consommateur et, d'autre part, de la quantité de ce bien qu'il peut se procurer du fait de la rareté des ressources économiques, alors l'utilité marginale dépend de la rareté des biens, et c'est cette utilité marginale qui fonde la valeur. En d'autres termes, plus l'utilité totale est faible – c'est le cas des produits très rares – plus l'utilité marginale est forte et plus le produit sera cher. Inversement, plus l'utilité totale est forte – c'est le cas des produits abondants – plus l'utilité marginale est faible et plus le prix du produit sera faible.

## **2- L'analyse keynésienne ou macroéconomique de la consommation**

L'analyse macroéconomique de la consommation a initialement été faite par J. -M. Keynes. Pour lui, le niveau de consommation dépend essentiellement du revenu courant. En effet, Keynes a montré à travers la « *loi psychologique fondamentale* », qu'il a définie, que lorsque le revenu augmente, la consommation s'accroît, mais dans des proportions moins importantes. Comme il l'affirme lui-même dans son livre *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* de 1936 : « *La loi psychologique fondamentale, à laquelle nous pouvons faire toute confiance, à la fois a priori en raison de notre connaissance de la nature humaine et a posteriori en raison des enseignements détaillés de l'expérience, c'est qu'en moyenne et la plupart du temps les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que leur revenu croît, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu* ».

Ainsi, un effet de saturation entraîne la baisse des propensions à consommer au profit des propensions à épargner. Les ménages épargnent une part croissante de leur revenu au fur et à mesure que celui-ci s'accroît : l'épargne est une fonction croissante du niveau de revenu. Il explique cela par le fait que les habitudes de consommation des ménages demeurent – inchangées – lors d'une augmentation de revenu, ils sont donc amenés à épargner la différence entre leur nouveau revenu et leur consommation habituelle. Ainsi, la différence entre le revenu et la consommation s'élargit lors d'une augmentation de revenu.

Pour Keynes, les facteurs qui déterminent la propension à consommer sont souvent très subjectifs. Selon lui, ces facteurs subjectifs sont la précaution, la prévoyance, le calcul, l'ambition, l'indépendance, l'initiative, et même l'orgueil et l'avarice des consommateurs. Pour lui, ces différents facteurs subjectifs peuvent être considérés comme stables à court terme. Une relance artificielle de la consommation par l'Etat au moyen d'une injection de revenus dans l'économie est donc forcément efficace à court terme.

L'analyse néoclassique construit la fonction de demande sur la base de la relation prix-quantité demandée. L'originalité de Keynes consiste à relier la consommation globale au revenu global. Pour

lui, il existe une relation fonctionnelle entre un montant donné du revenu et celui de la dépense de consommation qui lui correspond, d'où la définition d'une fonction de consommation.

Cette fonction est une relation de comportement. Elle décrit le comportement de consommation des agents économiques sur la base de facteurs psychologiques, ou même sur la base d'une loi psychologique fondamentale.

Algébriquement, la fonction de consommation keynésienne se présente comme suit :  $C = f(Y)$ , avec  $C =$  Consommation globale et  $Y =$  Revenu global. Cette représentation veut dire que le volume de la consommation globale ( $C$ ) d'une période dépend du montant du revenu global ( $Y$ ) de la même période.

Lorsque nous supposons que cette fonction est affine, alors sa forme devient :

$$C = cY + C_0 \quad \text{avec} \quad 0 < c < 1 \text{ et } C_0 > 0$$

$C_0$  est le niveau de la consommation dite incompressible ou autonome, c'est-à-dire  $C_0$  ne dépend pas du revenu.

$c$  désigne la propension marginale à consommer ( $PmC$ ), c'est-à-dire la proportion de l'accroissement du revenu consacrée à la hausse de la consommation.

La consommation incompressible ou autonome est le niveau de la consommation dans le cas limite où le revenu disponible est nul (dans la réalité, cela suppose au moins le prélèvement sur des réserves ou la réception des aides). La propension marginale à consommer ( $PmC$ ) est le rapport entre la variation de la consommation et la variation correspondante du revenu, soit :

$$PmC = c = \Delta C / \Delta Y.$$

Cette formulation met donc en exergue une relation rigide entre le niveau du revenu et le niveau de la consommation.

Dans l'hypothèse où l'on considère que la croissance du revenu se réalise de manière continue par variations infiniment petites, la  $PmC$  peut s'exprimer en termes de différentielle, c'est-à-dire la dérivée de  $C$  par rapport à la dérivée de  $Y$ , soit :  $PmC = c = dC/dY$ .

A la notion de  $PmC$ , il faut associer celle de propension moyenne à consommer ( $PMC$ ). Cette dernière étant, comme indiqué plus haut, le rapport entre la consommation globale et le revenu global qui lui correspond :  $PMC = C/Y$ . Elle est donc la part du revenu qui est consacrée à la consommation. Si l'on ne tient pas compte de la consommation incompressible, la  $PMC$  prend une valeur comprise entre 0 et 1. Pour une valeur égale à 1, c'est tout le revenu qui est consommé. Au contraire, pour une valeur égale à 0, aucune part du revenu n'est affectée à la consommation.

Quelle que soit la forme de cette fonction de consommation<sup>10</sup>, Keynes suppose généralement qu'il s'agit d'une fonction stable (elle ne varie pas d'une période à l'autre), et que sa différence première (ou sa dérivée première) est positive et inférieure à la propension moyenne à consommer, au moins à court terme :  $\Delta C / \Delta Y = c$  est inférieur à  $C/Y$  ou bien  $dC/dY = c$  est inférieur à  $C/Y$ . En reprenant la fonction de consommation, on peut écrire :

$$C/Y = c + C_0/Y$$

---

<sup>10</sup> Des études ont révélé que la propension marginale à consommer a tendance à baisser quand le revenu augmente, la droite devient alors une courbe qui fléchit vers la droite.

La propension moyenne à consommer est donc supérieure à la propension marginale à consommer ; ce qui correspond bien aux hypothèses formulées par Keynes. Cette dernière écriture montre bien que la propension moyenne à consommer  $C/Y$  est une fonction décroissance du revenu  $Y$ .

Une série de travaux empiriques ont été réalisés dans les années 1940 pour vérifier la pertinence de la fonction de consommation keynésienne. Plusieurs études portant sur des périodes de temps courtes ont généralement confirmé les propositions théoriques keynésiennes concernant la consommation. La théorie keynésienne de la consommation se vérifie donc dans le court terme, en particulier la décroissance de la propension moyenne à consommer lorsque le revenu augmente.

En revanche, d'autres études concernant des périodes de temps plus longues ont plutôt infirmé les propositions keynésiennes.

### **3- Reformulations et nouvelles propositions théoriques**

Les résultats des travaux empiriques de Kuznets (1946) ont remis en cause les propositions keynésiennes. En effet, cet auteur révèle que la fonction de consommation est plutôt une fonction linéaire du revenu ( $C = cY$ ) et, dans ce cas, la PMC ( $C/Y$ ) est stable et strictement égal à la PmC ( $c$ ). Kuznets (1946) a aussi montré que sur le long terme la propension moyenne à consommer est constante : les ménages n'auront pas plus de besoins à satisfaire mais ils commenceront à consommer des biens de qualité supérieure.

De nombreux autres économistes ont aussi remis en cause la théorie keynésienne qu'ils considèrent comme incomplète et imparfaite, et ont essayé d'affiner et d'approfondir la relation consommation/revenu. Ils ont fait entrer en jeu la dimension temporelle inexistante dans l'analyse keynésienne.

Ainsi, après l'analyse keynésienne de la consommation, d'autres auteurs ont apporté des critiques internes contribuant à améliorer cette analyse par la reformulation de la fonction de consommation (3.1). D'autres auteurs ont, en revanche, émis des critiques radicales et ont proposé de nouvelles perspectives théoriques (3.2).

#### **3.1-Les reformulations de la fonction de consommation keynésienne**

Constatant les insuffisances et les incohérences de l'analyse keynésienne de la consommation, notamment la faiblesse de la PmC de court terme par rapport à celle de long terme – c'est-à-dire la moindre sensibilité de la consommation des ménages aux variations du revenu à court terme qu'à celles de long terme –, James Duesenberry (1949) et Thomas Brown (1952) ont entrepris un travail théorique de sauvetage de l'édifice keynésien en reformulant sa fonction de consommation pour la rendre plus compatible avec les faits constatés par les travaux empiriques.

Cependant, Keynes lui-même avait empiriquement observé que la consommation suivait les mouvements du revenu avec un certain retard (ou décalage), tant en période de récession qu'en période de reprise économique. En effet, la consommation diminue moins que le revenu en période de récession économique, le même décalage – la consommation augmentant moins que le revenu – étant constaté en situation de prospérité économique.

Duesenberry et ont exploité théoriquement cette remarque empirique de Keynes en reformulant la fonction de consommation pour prendre en compte l'inertie des comportements de consommation par rapport au revenu.

### 3.1.1- L'hypothèse de Duesenberry

Pour Duesenberry (1949), la consommation, à une période donnée, dépend non seulement du revenu de cette période mais aussi des habitudes de consommation acquises antérieurement. Il pense qu'en matière de consommation, il existe un effet de « cliquet ». Cet effet de cliquet – ou effet d'inertie ou encore effet crémaillère – peut se définir comme la tendance des consommateurs à maintenir leur niveau de consommation antérieur même en cas de baisse de leur revenu. De ce point de vue, les consommateurs peuvent même être amenés à prélever sur leur épargne ou à vendre une partie de leur patrimoine, voire à s'endetter pour couvrir leurs besoins de consommation. Ils le font dans l'espoir de voir leur revenu remonter lorsque la croissance revienne de sorte à éponger leur dette et reconstituer leur épargne ; ce qui engendre une moindre reprise de leur consommation.

C'est en prenant en charge l'effet de cliquet que Duesenberry reformula la fonction de consommation en y intégrant les revenus passés, et en particulier le revenu passé le plus élevé : la fonction de consommation s'écrit alors :  $C_t = C(R_t, R_{\max})$ ,  $t$  désignant le temps,  $R_{\max}$  le revenu passé le plus élevé. C'est la théorie du revenu relatif.

### 3.1.2- L'apport de Brown

Brown (1952) utilise plutôt le terme effet de mémoire ou effet d'hystérésis<sup>11</sup> pour désigner le fait que la diminution du revenu des ménages ne les conduit pas, à court terme, à ajuster leur consommation à la baisse. Ces derniers feront tout, comme indiqué ci-dessus, pour maintenir pendant un certain temps le même mode de vie et donc le même niveau de consommation.

Brown propose donc l'effet mémoire, concept un peu différent de l'effet cliquet. Il intègre la consommation passée dans la fonction de consommation, qui prend la forme suivante :

$$C_t = C(R_t, C_{t-1}).$$

## 3.2- Les nouvelles propositions théoriques

Contrairement aux propositions de reformulations, de nouvelles propositions théoriques novatrices ont vu le jour avec des auteurs – Friedman (1957) et Ando et Modigliani (1963) –, qui se fondent sur le programme microéconomique du consommateur, considéré comme rationnel et uniquement mu par la maximisation de sa satisfaction. Ce dernier fait un raisonnement intertemporel pour aboutir à une répartition optimale de sa consommation durant toute son existence (toute sa vie). Pour ces auteurs, l'individu peut, par l'épargne, reporter sa décision de consommation dans le futur et, par l'emprunt, augmenter son niveau de consommation dans le temps présent. Dans cette perspective d'analyse, la consommation de l'individu ne peut dépendre

---

<sup>11</sup> On assimile l'effet d'hystérésis ou effet d'hystérèse à l'effet de cliquet. Cependant, rigoureusement, on parle d'effet d'hystérésis lorsqu'un fait ou phénomène persiste – ou continue à se manifester – alors même que sa ou ses principales causes ont disparu.

de son revenu courant mais de sa richesse, c'est-à-dire de l'ensemble des ressources dont il peut disposer tout le long de son existence.

### 3.2.1- La théorie du revenu permanent de Milton Friedmann

En tant que chef de file des monétaristes, Milton Friedmann est l'économiste le plus opposé qui soit au modèle keynésien. Friedman (1957) pense que le comportement du consommateur n'est pas lié au revenu qu'il perçoit à un moment donné mais au revenu qu'il prévoit.

Le consommateur anticipe donc ses gains et prend ses décisions d'épargne ou de consommation en tenant compte non seulement de son revenu actuel mais surtout de ses revenus futurs. Pour Friedman, le revenu a deux composantes : le revenu permanent et le revenu transitoire. Le revenu permanent constitue un gain normal, constant et actualisé tandis que le revenu transitoire est aléatoire puisque constitué de gains inattendus, ponctuels (non fréquents), exceptionnels. De même, la consommation se décompose en deux parties : la consommation permanente dont le niveau est déterminé par le revenu permanent et la consommation transitoire qui dépend du revenu transitoire. La consommation permanente est reliée de manière stable au revenu permanent. Dans cette optique d'analyse, la propension à consommer n'est donc absolument pas proportionnelle au niveau de revenu présent, les erreurs d'anticipation se traduisent à court terme par une variation de l'épargne.

A court terme, la consommation dépend grandement de celle de la période précédente. Elle évolue donc de manière moins conséquente que le revenu et la propension marginale à consommer est plus faible que la propension moyenne en cas d'augmentation du revenu. A long terme, le revenu effectif est proche du revenu permanent et donc la propension moyenne à consommer (PMC) demeure stable.

Friedman s'appuie sur la perspective longitudinale pour étudier le comportement de consommation d'un « consommateur représentatif ». Il considère le consommateur comme rationnel et effectuant un choix ou arbitrage intertemporel. Il propose une explication théorique de la constance de la PMC. Il aboutit à une fonction macroéconomique de consommation à partir d'une analyse microéconomique : la consommation courante dépend non du revenu courant mais du revenu permanent, c'est-à-dire de l'ensemble des revenus futurs actualisés. La justification de l'actualisation des revenus, c'est de permettre leur comparabilité.

La somme totale des revenus actualisés est égale à la richesse  $W$ , accumulée par le consommateur pendant les  $n$  années de son existence. Il s'agit donc d'une richesse anticipée au moment  $t = 0$  :

$$W = \sum_{t=1}^n \frac{R_t}{(1+r)^t} \quad (1)$$

Friedman considère que le consommateur utilise une proportion fixe (PMC) du revenu fictif constant, appelé revenu permanent  $R_p$ , dont le cumul au cours de son existence correspondrait à

$$W, \text{ sa richesse : } W = \sum_{t=1}^n \frac{R_p}{(1+r)^t} \quad (2)$$

La réécriture de cette relation (2) donne<sup>12</sup> : 
$$W = \frac{R_p}{r} \quad (3)$$

---

<sup>12</sup> Cette relation 2 est la somme d'une suite géométrique de premier terme  $R_p/(1+r)$  et de raison  $1/(1+r)$ .

$$\text{d'où } R_p = W \times r \quad (4)$$

A long terme, la fonction de consommation simplifiée proposée par Friedman (1957) s'écrit :

$$C_p = c R_p \quad \text{avec } c = PMC$$

La consommation (permanente) est une proportion constante du revenu permanent.

Friedman a vérifié sa théorie du revenu permanent en menant une étude statistique portant sur l'économie américaine durant la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle (hors périodes de guerre).

La pertinence de la théorie de Friedman repose sur ses hypothèses : rationalité du consommateur (représentatif), parfaite information quant à ses revenus futurs, il vit dans un univers certain.

Ces hypothèses sont toutefois trop restrictives, en particulier l'hypothèse d'information parfaite. La réalité, c'est que les agents économiques vivent dans un univers d'incertitude. Le degré d'incertitude dépend grandement des caractéristiques intrinsèques des économies mais aussi des époques.

Cette théorie du revenu permanent a permis à Friedman de contester vivement les politiques keynésiennes de relance de l'économie. Friedman considère que celles-ci n'ont qu'un effet de court terme car n'agissant que sur le revenu transitoire. Or, pour Friedman, seul le revenu permanent peut affecter la consommation.

### 3.2.2- La théorie du cycle de vie d'Ando et Modigliani

Pour Ando et Modigliani (1963), le comportement d'épargne d'un agent économique est une fonction variable dans le temps. Chaque individu a un cycle de vie et à chaque âge du cycle de vie correspond certains besoins spécifiques et un certain niveau de revenu. De ce point de vue, les individus sont prévoyants et organisent leur consommation et leur épargne sur la durée entière de leur vie. Ceci s'explique par le fait que l'agent économique fait varier le montant de son épargne dans le but de maintenir, tout au long de sa vie, un certain niveau de consommation et donc du revenu. Cette théorie identifie trois périodes de la vie d'un agent économique :

- la jeunesse : l'agent économique consomme même en l'absence de revenu. Pendant cette période, son épargne est donc négative.
- la vie active : l'agent économique va progressivement accroître son effort d'épargne au fur et à mesure que son revenu augmente pour anticiper la baisse du revenu lorsqu'il ira à la retraite.
- la période de retraite : l'agent économique va puiser dans son épargne, constituée pendant sa vie active, pour maintenir sa consommation à un niveau semblable à celui des deux premières périodes.

Cette hypothèse est trop restrictive car elle suppose que les individus connaissent effectivement la date de leur mort.

En définitive, les développements précédents révèlent que la consommation demeure à la fois un phénomène économique et un phénomène social. Jean Baudrillard a forgé le terme de « consommation » qu'il préfère à celui de consommation. Pour expliquer « l'utilité » ou la « productivité » d'une dépense de consommation, il oppose la logique sociale de la logique purement économique. Pour lui, le gaspillage et la consommation ostentatoire ont une valeur

sociale. Ainsi, la consommation est une « consommation », c'est-à-dire un gaspillage productif alors que la logique économique bannit le gaspillage. Rappelons que la rareté des ressources constitue une hypothèse fondatrice de la science économique et par conséquent le gaspillage est inutile, improductif.

# Chapitre 4

## L'épargne

Généralement, le revenu disponible des ménages n'est pas entièrement consacré à la consommation, c'est-à-dire qu'une partie de ce revenu n'est pas immédiatement dépensée. Les ménages préfèrent mettre en réserve une partie du revenu disponible en vue d'une utilisation future. C'est ce comportement des ménages que l'on appelle « épargne ».

L'épargne fait l'objet d'une confrontation théorique entre les économistes classiques et J.-M. Keynes. Pour les auteurs classiques, l'épargne est à l'origine du capital ; elle fournit la base de l'accumulation et donc la source d'une nouvelle richesse. Cette conception vertueuse de l'épargne s'explique par le fait qu'ils considèrent que toute épargne est destinée à l'investissement productif. A l'opposé, J.-M. Keynes conçoit l'épargne comme un vice, une « non consommation ». En effet, l'analyse keynésienne stipule que le niveau de l'activité économique dépend exclusivement de celui de la demande, en particulier de la consommation des ménages. L'épargne constitue ainsi une fuite du circuit et par conséquent son accroissement nuit à la croissance économique.

Dans ce chapitre, nous exposerons d'abord la définition et les différentes formes de l'épargne. Ensuite, nous évoquerons les emplois ou les utilisations de l'épargne. Puis, nous expliciterons les déterminants de l'épargne. Enfin, nous présenterons la fonction d'épargne.

### Section 1 : Définition et formes de l'épargne

Il existe différentes formes de l'épargne. Avant de présenter ces différentes formes, il est important de savoir ce que la notion d'épargne veut dire.

#### **1- Définition de l'épargne**

L'épargne correspond à la partie du revenu disponible des ménages qui n'est pas consacrée à une consommation immédiate. L'épargne est donc, en sciences économiques, considérée comme une consommation différée dans le temps. Chaque année, les ménages épargnent une partie de leur revenu disponible. Cet effort d'épargne se traduit donc par des flux monétaires qui vont alimenter le patrimoine des ménages.

##### **1.1- Différence entre patrimoine et épargne**

Avant d'aborder en profondeur la notion d'épargne, il est indispensable de préciser que le patrimoine d'un ménage est différent de son épargne. Le patrimoine d'un ménage est l'ensemble de ses avoirs (actifs) moins ses dettes (passifs).

Au sens usuel, le patrimoine est la richesse du ménage. Il est le résultat d'une accumulation de l'épargne. Economiquement, le patrimoine est un stock, alors que l'épargne est un flux. Le patrimoine est donc constitué de l'ensemble des flux antérieurs d'épargne réalisés par un ménage.

## 1.2- Les motifs d'épargne

Les ménages constituent une épargne pour les trois raisons ou motifs suivants :

- **disposer de liquidités:** l'épargne est constituée pour permettre une dépense de consommation plus importante dans un futur proche ;
- **disposer d'une réserve:** l'épargne est une réserve d'argent qui permet aux ménages d'avoir une marge de sécurité afin de faire face aux aléas de la vie tels que les accidents et les maladies ;
- **constituer un patrimoine:** le patrimoine désigne, comme évoqué ci-dessus, l'ensemble des flux antérieurs d'épargne réalisés par un ménage. Le patrimoine peut prendre des formes de placements différents. Il sert à procurer un complément de revenu (revenu de la propriété) et/ou à être transmis sous la forme d'un héritage aux descendants de l'épargnant.

## 2- Différentes formes d'épargne

Il existe une épargne brute (EB) et une épargne nette (EN). Alors que l'épargne brute est obtenue à partir du revenu disponible brut (RDB) moins la consommation finale (CF), l'épargne nette est, quant à elle, obtenue en faisant la différence entre l'épargne brute et la consommation de capital fixe (CCF) :  $EB = RDB - CF$  et  $EN = EB - CCF$ . La part du revenu épargnée est placée dans différents actifs et forment le patrimoine de l'épargnant.

Nous distinguons trois différents types d'actifs ou formes d'épargne : l'épargne financière, l'épargne non financière et la thésaurisation.

### 2.1- L'épargne financière

L'épargne financière est composée de l'épargne liquide, des titres financiers et des contrats d'assurance vie.

- L'épargne liquide est l'argent placé à terme sous forme de compte d'épargne. Le plus souvent, il s'agit des livrets des caisses d'épargne ou des comptes d'épargne des banques. Tous ces comptes sont rémunérés selon les taux d'intérêt en vigueur.
- Les titres financiers sont achetés sur les marchés financiers. Ils concernent notamment les actions, les obligations et les SICAV (Société d'investissement en capital variable qui sont des organismes de placement collectif en valeurs mobilières)<sup>1</sup>.
- Les contrats d'assurance-vie sont souscrits auprès des compagnies d'assurances. L'assurance-vie est une forme d'épargne financière qui prévoit le versement d'un capital à un bénéficiaire (héritier) si l'assuré décède avant la date précisée dans le contrat.

---

<sup>1</sup> C'est grâce à la collecte de l'épargne des ménages et de la trésorerie des entreprises que les SICAV réalisent des placements – actions, obligations, titres de créances négociables. Chaque souscripteur d'actions de SICAV est naturellement propriétaire, au prorata de sa contribution, d'une part du portefeuille de valeurs mobilières de la SICAV considérée.

## **2.2- L'épargne non financière**

L'épargne non financière comprend les achats de logements – maisons individuelles – pour les ménages et les achats de biens de production pour les entreprises. Ces deux types d'achat effectués sont considérés comme des investissements et non comme des consommations. Ces investissements nécessitent des sommes importantes au moment de l'acquisition, qui doivent être amorties sur plusieurs années, par exemple le remboursement d'un crédit immobilier (on parle d'épargne contractuelle) peut s'étaler sur une dizaine ou une vingtaine d'années, voire beaucoup plus.

## **2.3- La thésaurisation**

La thésaurisation est une liquidité monétaire inactive. Elle est dite inactive parce qu'elle ne rapporte pas d'intérêt. Elle est une épargne qui n'est pas (ré)-investie dans un placement lucratif. Autrefois, c'est l'argent que l'on garde dans son coffre ou sous son oreiller à la maison.

Aujourd'hui, le plus souvent, ce sont les sommes que nous déposons sur nos comptes courants bancaires ou postaux. Précisons que ces dépôts – sur les comptes courants et postaux – ne sont, pour le moment et dans la plupart des pays dont le Sénégal, pas rémunérés.

## **Section 2 : Emplois et mesure de l'épargne**

L'analyse des emplois ou des utilisations de l'épargne par les ménages est nécessaire pour compléter la compréhension de la notion d'épargne. Egalement, il est indispensable d'avoir une idée sur la mesure de l'épargne pour préciser sa place dans le comportement des agents économiques.

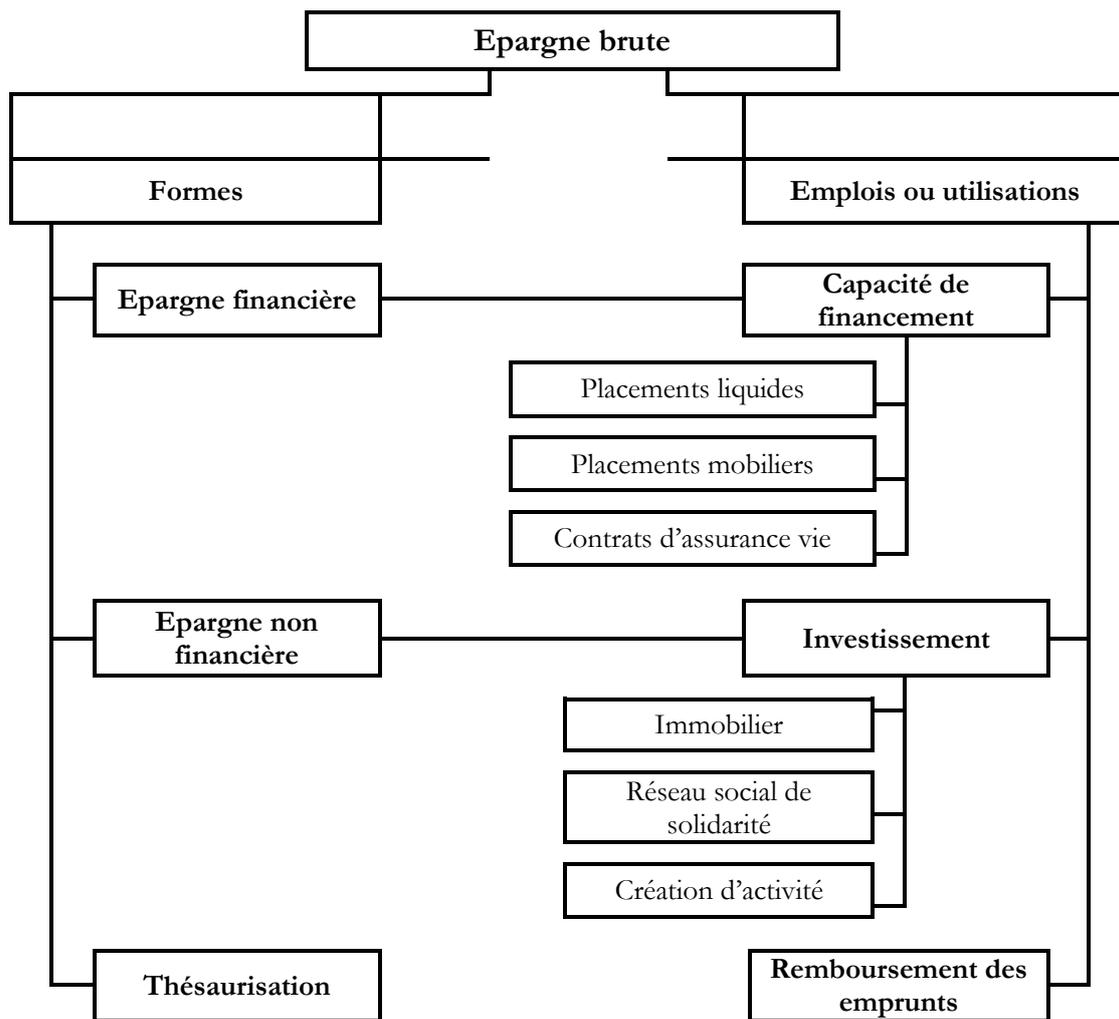
### **1- Les emplois ou utilisations de l'épargne**

Nous distinguons généralement trois formes d'emplois ou d'utilisation de l'épargne. L'épargne constituée par les ménages permet de réaliser différentes sortes d'investissements, de faire des prêts sous différentes formes et de rembourser les emprunts. Suivant ces trois affectations, les agents économiques cherchent à conserver de la monnaie, à acheter des titres ou acquérir des créances et à payer les dettes.

Cependant, noter que l'épargne peut être une réserve ou une création. L'épargne réserve est celle qui est conservée en monnaie ou thésaurisée. L'épargne création est celle qui finance l'investissement, elle est donc créatrice de nouveaux biens et services. Autrement dit, elle est créatrice de richesse.

Le schéma ci-dessous nous retrace les différentes formes et emplois de l'épargne.

**Graphique 8 : Formes et emplois de l'épargne**



Source : Auteur

## 2- La mesure de l'épargne

L'effort d'épargne des ménages peut être mesuré par le taux d'épargne. Ce dernier mesure la part du revenu allouée à l'épargne. Ce taux d'épargne est obtenu à partir du rapport entre le montant de l'épargne et celui du revenu disponible ; sa formule est la suivante :

$$\text{Taux d'épargne} = \frac{\text{Montant de l'épargne des ménages}}{\text{Montant du revenu disponible des ménages}} \times 100$$

Plus généralement, on peut apprécier l'épargne de tous les agents économiques – ménages, entreprises, ISBLSM et administrations publiques – d'un pays donné. L'épargne nationale correspond alors à la somme de l'épargne de tous les agents économiques. Dans ce cas, on peut calculer le taux d'épargne d'une économie ou taux d'épargne nationale, qui désigne la part du PIB consacrée à l'épargne.

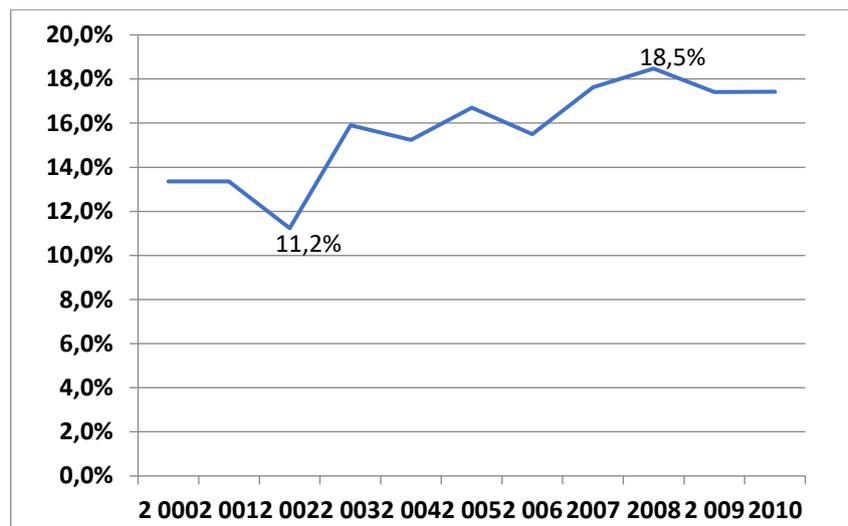
$$\text{Taux d'épargne nationale} = \frac{\text{Montant de l'épargne nationale}}{\text{PIB}} \times 100$$

Aussi, un pays peut dégager une épargne lorsque le solde de ses transactions courantes avec le reste du monde est excédentaire. Cette situation traduit le fait que toute l'épargne des agents économiques domestiques ne trouve pas à s'employer dans l'économie nationale et que l'excédent

est prêté aux agents économiques étrangers. En revanche, lorsque ce solde est déficitaire, c'est le reste du monde qui prête son excédent d'épargne aux agents économiques domestiques – l'épargne étrangère s'ajoutant à l'épargne nationale.

Le graphique ci-dessous nous présente l'évolution du taux d'épargne nationale du Sénégal de 2000 à 2010.

**Graphique 9 :** Evolution du taux d'épargne nationale du Sénégal de 2000 à 2010



Source : Données de la DPEE

Sur le graphique ci-dessus, nous pouvons lire que le taux d'épargne nationale du Sénégal de 2000 à 2010 varie entre 11,2 % en 2002 et 18,5 % en 2008, respectivement le niveau le plus faible et le niveau le plus élevé. Cette évolution nous montre que la part du revenu disponible national allouée à l'épargne varie entre 11,2 % et 18,5 % de ce revenu, autrement dit, la consommation au Sénégal occupe entre 81,5 % et 88,8 % du revenu national disponible sur cette période.

### **Section 3 : Les déterminants de l'épargne**

Les principaux déterminants de l'épargne sont d'ordre économique et financier (les six premiers éléments évoqués ci-dessous). Ces déterminants reposent souvent sur des fondements théoriques des courants de la pensée économique. Il existe aussi d'autres déterminants non économiques de l'épargne tels que les facteurs psychologiques et institutionnels et les facteurs sociologiques.

#### **1- Le revenu**

Plusieurs courants de pensée expliquent la relation entre le revenu et l'épargne.

Pour les néoclassiques, les consommateurs prévoient parfaitement leur revenu car la rationalité de l'agent est supposée illimitée. Grâce à l'épargne, ils vont pouvoir accroître leur richesse du fait de l'existence du taux d'intérêt réel, considérée comme la récompense de la renonciation à la consommation présente. L'épargne est ainsi un désir de consommation différée. Les individus commencent par déterminer leur épargne en fonction du niveau du taux d'intérêt réel puis ils

consomment le reste. Quant aux monétaristes, qui ont proposé la théorie du revenu permanent, les individus déterminent leur épargne en fonction de leurs revenus courants mais aussi futurs.

En revanche, dans la théorie keynésienne, le revenu est le principal facteur de fluctuation du volume et du taux d'épargne. Ainsi, selon Keynes, le comportement d'épargne des agents économiques est déterminé par l'importance de la dynamique du revenu réel liée à la conjoncture macroéconomique – prise en compte d'autres facteurs (fiscalité, chômage, conditions de crédit).

Pour les keynésiens, le taux d'intérêt ne sert pas à décider si nous devons affecter le revenu à la consommation ou à l'épargne, il n'est pas le prix qu'il faut payer pour compenser la préférence pour le présent de l'épargnant. Il est, plutôt, le prix qu'il faut payer pour compenser la préférence pour la liquidité, c'est-à-dire pour que l'épargnant décide de placer son épargne. Si le taux d'intérêt est inférieur à celui qui compense la préférence pour la liquidité, alors les agents renoncent aux placements financiers et thésaurisent. Pour les keynésiens, l'épargne est donc une renonciation à la consommation.

Les nouveaux classiques affirment que le revenu futur est parfaitement prévu (anticipé) par les consommateurs et que la consommation est régulière. Si le revenu est insuffisant, l'agent économique peut s'endetter. Les nouveaux keynésiens contestent cette vision car ne tenant pas compte des problèmes de liquidité : il ne suffit pas de vouloir s'endetter, il faut pouvoir le faire car l'accès au crédit n'est pas systématique.

## 2- Le taux d'intérêt

La théorie néoclassique stipule que c'est le taux d'intérêt réel qui est le principal déterminant de l'épargne. Celle-ci est une fonction croissante du taux d'intérêt réel :  $S = S^+(r)$ . Plus le taux d'intérêt réel s'élève, plus le volume d'épargne augmente. Cette approche montre que les agents économiques, en cherchant à maximiser leur utilité, font un arbitrage entre la consommation et l'épargne. Ils seront incités à épargner lorsque le taux d'intérêt réel est élevé, car dans ce cas, épargner va leur permettre d'avoir des revenus importants dans le futur. Et inversement dans le cas où le taux d'intérêt réel est faible.

Il faut bien faire la différence entre le taux d'intérêt réel et le taux d'intérêt nominal. Le taux d'intérêt réel est égal au taux nominal déflaté. L'analyse ci-après est faite par rapport au taux d'intérêt réel, c'est-à-dire le taux d'intérêt avec inflation anticipée déduite.

En réalité, la relation est plus complexe car on a deux, voire trois effets :

- **effet de substitution** entre la consommation et l'épargne : si le taux d'intérêt augmente alors les individus peuvent gagner plus en plaçant de l'argent donc ils vont moins consommer et plus épargner.
- **effet de revenu** : si le taux d'intérêt augmente alors l'individu gagne plus sans épargner plus. Les agents économiques ont tendance à consommer.
- **effet de richesse ou effet de patrimoine** : l'effet de richesse stipule que toute variation de la valeur des actifs du patrimoine des agents économiques les incite à modifier leur demande. Ainsi, la hausse de la valeur du patrimoine les pousse à accroître leur demande, et inversement en cas de baisse.

Cependant, une hausse du taux d'intérêt engendre la même conséquence positive sur l'épargne que l'effet de substitution. Ainsi, une hausse du taux d'intérêt fait chuter le cours des obligations, et fréquemment celui des actions. Cette diminution de la valeur des actifs du patrimoine incite les agents économiques à épargner davantage.

Les trois effets peuvent donc se compenser ou bien l'effet de revenu peut l'emporter sur les deux autres.

### 3- L'inflation

La hausse généralisée des prix (ou inflation) engendre deux effets contradictoires :

- **une fuite devant la monnaie** : en cas de forte inflation, les agents économiques se dépêchent d'acheter immédiatement les biens avant qu'ils ne deviennent trop chers.
- **une dévalorisation du patrimoine (baisse du taux d'intérêt réel)** : l'inflation engendre une diminution de la valeur réelle du patrimoine de l'agent économique. Ce dernier doit nécessairement augmenter son niveau d'épargne pour maintenir (inchangée) la valeur de son patrimoine.

### 4- La fiscalité

La fiscalité est aussi un déterminant important de l'épargne. En effet, un Etat peut instaurer un régime fiscal favorable à l'épargne. Pour une plus grande mobilisation de l'épargne, l'Etat peut utiliser plusieurs formules d'incitation des ménages à l'épargne dont la défiscalisation de certains revenus issus de certains comptes d'épargne.

### 5- Le chômage

Le chômage est devenu, dans la plupart des pays notamment développés, un phénomène persistant aux conséquences sociales souvent désastreuses. Les agents économiques, conscients de la précarité de l'emploi, intègrent la possibilité d'être au chômage dans le futur. Cette peur de l'avenir pour certains travailleurs et la précaution pour d'autres peuvent expliquer l'épargne. Ainsi, plus le chômage serait élevé, plus les agents économiques augmenteraient leur taux d'épargne.

### 6- La démographie

La théorie du cycle de vie de Modigliani, exposée ci-dessus, stipule que les individus modulent leur épargne suivant leur âge. L'épargne de l'individu est à son maximum lorsque ce dernier arrive à la retraite. Pendant la période de la retraite, l'individu désépargne. Ainsi, au niveau macroéconomique, la conséquence de cette séquence est une baisse de l'épargne globale lorsque la population vieillit. A l'inverse, plus la population active est importante, plus le taux d'épargne global augmente.

### 7- Les facteurs psychologiques et institutionnels

Dans le livre III, chapitre 9 de sa Théorie Générale (p. 128-132), Keynes (1936) propose huit principaux motifs subjectifs « *pour lesquels les individus s'abstiennent de dépenser leurs revenus* ». Il s'agit des motifs suivants (p. 128-129) :

- **précaution** : « *se constituer une réserve pour parer à des éventualités imprévues* » ;

- **prévoyance** : « se prémunir en vue d'événements prévus qui modifieront un jour le rapport actuel entre le revenu d'un individu et ses besoins personnels et familiaux, événements tels que la vieillesse, l'éducation de ses enfants, ou l'entretien de personnes à sa charge » ;
- **calcul** : « bénéficier d'intérêt et de plus-value, une consommation différée plus abondante en valeur réelle paraissant préférable à une consommation immédiate plus réduite » ;
- **ambition** : les hommes préféreraient une dépense progressivement croissante « plutôt qu'une diminution graduelle de leur niveau de vie, même si leur faculté de jouir tend à s'affaiblir » ;
- **indépendance** : « jouir d'une sensation d'indépendance et du pouvoir d'agir, même si l'on a pas une idée nette de ce qu'on fera ou l'intention arrêtée de faire une chose déterminée » ;
- **initiative** : « s'assurer une (marge) de manœuvre pour réaliser des desseins spéculatifs ou commerciaux » ;
- **orgueil** : « léguer une fortune » ;
- **avarice** : « répulsion irraisonnée mais obsédante pour tout acte de dépense en tant que tel ».

Cette part de subjectivité de l'épargne met l'individu au cœur de la décision d'épargne ; ce qui est en porte-à-faux avec la perspective macroéconomique adoptée par Keynes. Cependant, pour rendre cohérente sa démarche, Keynes précise que : « la force de tous ces motifs varie énormément suivant les institutions et l'organisation de la société économique que l'on considère, suivant les habitudes dues à la race, à l'éducation, aux conventions, à la religion et à la moralité courante, ... » (p. 130).

Ainsi, les motifs subjectifs dépendent de la société dans laquelle on vit et de ses institutions. Dans un pays où n'existe pas le système de retraite par répartition, les personnes sont contraintes d'épargner plus pour espérer bénéficier d'un bon niveau de vie après la retraite. Il en est de même en l'absence de système de protection sociale. L'exemple de plusieurs pays asiatiques où l'on remarque une importance des taux d'épargne est très illustratif.

Toutefois, Keynes considère ces facteurs subjectifs comme une donnée car n'ayant aucune influence à court terme.

## 8- Les facteurs sociologiques

On fait référence à Max Weber qui a étudié l'effet de la religion sur les individus. Son idée principale est de montrer que l'ascétisme protestant est à l'origine du capitalisme ou du moins a contribué à l'accélération de l'accumulation des richesses. En effet, pour se rapprocher de Dieu, les protestants sont autorisés à accumuler (donc épargner) non pas dans leur intérêt propre mais si cela permet à d'autres individus d'accumuler. Au contraire, les catholiques prônent la pauvreté pour se rapprocher de Dieu. Cela ne favorise donc pas l'épargne car l'accumulation est proscrite.

Certains pensent que l'on peut faire cette analyse pour l'Asie. En effet, la plupart des pays d'Asie ont un fort taux d'épargne. L'explication se trouverait dans les valeurs du confucianisme puisqu'il faut accumuler afin que les générations futures reçoivent plus que ce qu'a reçu la génération présente.

Il est intéressant de constater qu'on peut présenter les déterminants de l'épargne en privilégiant aussi la dimension temporelle. Dans cette perspective, il est indiqué de dissocier les déterminants à court terme (ou facteurs conjoncturels) des déterminants à long terme (ou facteurs structurels) de l'épargne.

## **Section 4 : La fonction d'épargne**

Nous aborderons dans cette section la fonction d'épargne keynésienne. Notons qu'en dehors de cette fonction d'épargne keynésienne, il existe également la fonction d'épargne classique que nous n'aborderons pas ici.

### **1- La fonction d'épargne keynésienne**

Keynes définit l'épargne comme la partie du revenu non consommée. La fonction d'épargne se déduit donc de la fonction de consommation. Sachant que :

$$\mathbf{Y = C + S \text{ alors } S = Y - C}$$

Avec  $Y$  = Revenu global,  $C$  = Consommation globale et  $S$  = Epargne globale.

Pour déterminer la propension moyenne à épargner (PMS) et la propension marginale à épargner (PmS), nous divisons l'équation  $S = Y - C$  par  $Y$  alors, nous obtenons :

$$\mathbf{S/Y = Y/Y - C/Y, \text{ d'où : } S/Y = 1 - C/Y.}$$

Ici,  $S/Y$  est la propension moyenne à épargner (PMS) et  $C/Y$  est la propension moyenne à consommer (PMC).

La propension marginale à épargner (PmS), également symbolisée par  $s$ , est la variation de l'épargne divisée par la variation du revenu, c'est-à-dire :

$$\mathbf{s = \Delta S / \Delta Y, \text{ d'où } s = 1 - \Delta C / \Delta Y}$$

Car  $\Delta S / \Delta Y = 1 - \Delta C / \Delta Y$  ou  $s = 1 - c$ , avec  $\Delta C / \Delta Y$  la propension marginale à consommer ( $c$ ).

Dans l'hypothèse de variations infiniment petites du revenu global, la PmS est la dérivée de  $S$  par rapport à  $Y$  :  $dS/dY$ .

La valeur de la PmS constitue un complément à l'unité par rapport à la valeur de la PmC, c'est-à-dire :  $PmS + PmC = 1$  puisque nous avons :  $Y = C + S$ , alors :  $1 = \Delta S / \Delta Y + \Delta C / \Delta Y$ .

# Chapitre 5

## L'investissement

L'investissement est une opération économique réalisée par un agent économique consistant à acheter des moyens de production. L'investissement joue donc un rôle important dans l'activité économique. En tant que créateur de revenus et d'emplois, il est l'un des principaux moteurs de la croissance. Les auteurs classiques ont montré, à partir du principe d'accumulation, le rôle prépondérant que joue l'investissement dans l'accroissement de la production. Dans cette optique, l'investissement accroît le niveau de l'offre des biens, offre qui trouvera, d'après la loi de J.-B. Say, une demande qui lui sera strictement égale.

A l'inverse, dans la perspective keynésienne, l'investissement est plutôt considéré comme un élément crucial de la demande globale. L'approche keynésienne de l'investissement se comprend aisément dans la mesure où elle s'inscrit dans un horizon de temps très court.

Au-delà des querelles théoriques, l'investissement constitue naturellement une bonne chose pour l'activité économique, et ce quel que soit l'horizon temporel envisagé. Ainsi, l'intérêt accordé à l'étude de cette variable macroéconomique se justifie pleinement.

Dans ce chapitre, nous allons successivement définir la notion d'investissement, présenter son poids et sa structure, expliciter ses déterminants et exposer la fonction d'investissement.

### **Section 1 : Définition de l'investissement**

Economiquement, l'investissement désigne l'augmentation du stock de capital. Pour mieux comprendre cette notion, il est nécessaire de nous rappeler la notion de capital<sup>1</sup> qui est, comme le travail, un facteur de production.

Le capital est l'ensemble des ressources permettant la production de biens et services, c'est-à-dire les moyens qui permettent de produire des biens et/ou des services. Il existe plusieurs types de capital, à savoir le capital technique, le capital physique – capital fixe et capital circulant –, le capital humain et le capital financier.

- Le capital technique comprend les biens matériels de production incorporant le progrès technique et aussi les biens immatériels de production comme les logiciels, les brevets et licences.
- Le capital physique est constitué de tous les biens physiques utilisés dans les processus de production présente et future. Il comprend le capital fixe et le capital circulant :
  - le capital fixe est l'ensemble des moyens de production tels que les bâtiments, les machines, les terres. Ces derniers sont utilisés dans le processus de production pendant plusieurs années ;

---

<sup>1</sup> Voir chapitre 1 de la première partie de ce manuel.

- le capital circulant est l'ensemble des biens détruits ou transformés dans le processus de production tels que les matières premières.
- Le capital humain désigne l'ensemble des aptitudes physiques et intellectuelles des travailleurs favorisant l'accroissement de la production de biens et services.
- Le capital financier est composé de titres financiers (actions, obligations, en particulier).

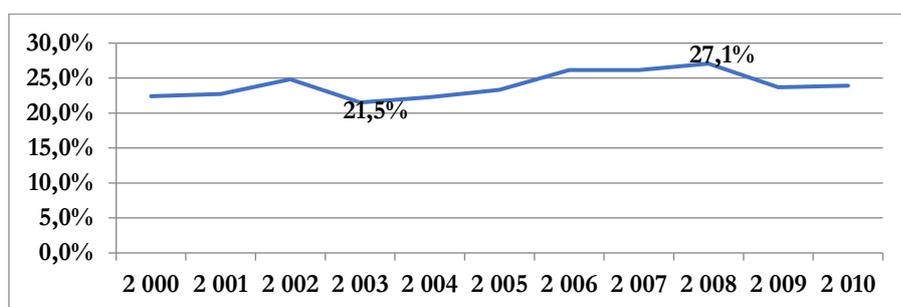
Notons qu'en Comptabilité Nationale, l'investissement est également appelé Formation Brute du Capital Fixe (FBCF). Cependant, il existe des investissements productifs et des investissements improductifs.

- Investissements productifs : cette forme d'investissement comprend :
  - les investissements de capacité qui ont pour but de produire plus pour répondre à la hausse de la demande de consommation ;
  - les investissements de productivité ou investissements de rationalisation dont le but est de produire mieux afin de répondre à une logique de la baisse des coûts de production et de permettre la hausse de la productivité du travail.
- Investissements improductifs : nous parlons d'investissements improductifs car l'entreprise ne bénéficie pas directement de ces investissements. Le but de ces investissements est de permettre, par exemple :
  - la modification de l'image de marque de l'entreprise, par exemple, en réalisant des investissements de prestige.
  - l'amélioration du climat social de l'entreprise, notamment par la construction d'un restaurant au sein de l'entreprise et de logements de vacances pour les salariés.

Pour présenter l'évolution des investissements au Sénégal, nous allons utiliser la FBCF, qui est un agrégat économique permettant de mesurer les investissements, essentiellement matériels réalisés. Elle est dite brute car elle comprend les amortissements (investissements de remplacement). Il faut préciser que l'on parle d'investissements nets lorsque les amortissements sont retranchés des investissements bruts.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution de la FBCF en % du PIB du Sénégal de 2000 à 2010. Sur ce graphique, nous observons le niveau le plus faible de la FBCF ou de l'investissement au Sénégal en 2003 avec 21,5 % du PIB et le niveau le plus élevé en 2008 avec 27,1 % du PIB.

**Graphique 10** : Evolution de la FBCF en % du PIB du Sénégal de 2000 à 2010



Source : Données de la DPEE

## **Section 2 : Formes, poids et structure de l'investissement**

Comme évoqué dans le chapitre consacré aux éléments de la Comptabilité Nationale, on distingue plusieurs formes d'investissement. Trois possibilités peuvent être retenues pour expliciter les différentes formes d'investissement.

D'abord, la première possibilité nous permet de distinguer l'investissement brut ou montant total de l'investissement, l'investissement de remplacement ou amortissement – renouvellement des équipements ou biens de production usés ou frappés d'obsolescence – et l'investissement net ou investissement nouveau –augmentation du volume des moyens de production<sup>2</sup>.

Ensuite, la deuxième possibilité considère le critère de matérialité. Dans cette perspective, on a deux formes d'investissement : l'investissement matériel ou investissement physique (machines, bâtiments) et l'investissement immatériel –dépenses liées aux logiciels, à la formation des salariés, à l'innovation, à la publicité, à la création d'un réseau commercial.

Enfin, la troisième et dernière possibilité met l'accent sur la finalité de l'investissement réalisé par une entreprise. Dans cette optique, il existe deux formes d'investissement : l'investissement de capacité destiné à accroître les capacités productives de l'entreprise mais aussi l'emploi et l'investissement de productivité–acquisition d'équipements plus performants – destiné à réduire les coûts de production et augmenter la productivité.

L'importance de l'investissement peut être mesurée à l'aide du taux d'investissement. Il faut alors distinguer le taux d'investissement d'une entreprise du taux d'investissement d'une économie (ou d'une nation).

- Le taux d'investissement d'une entreprise est obtenu à partir du rapport entre la formation brute de capital fixe et la valeur ajoutée brute (VAB), tel qu'on ait :

$$\text{Taux d'Investissement d'une Entreprise} = \frac{\text{Formation Brute de Capital Fixe}}{\text{Valeur Ajoutée Brute}}$$

- Le taux d'investissement d'une nation, quant à lui, est obtenu à partir du rapport entre la formation brute de capital fixe et le produit intérieur brut (PIB). Ainsi, nous avons :

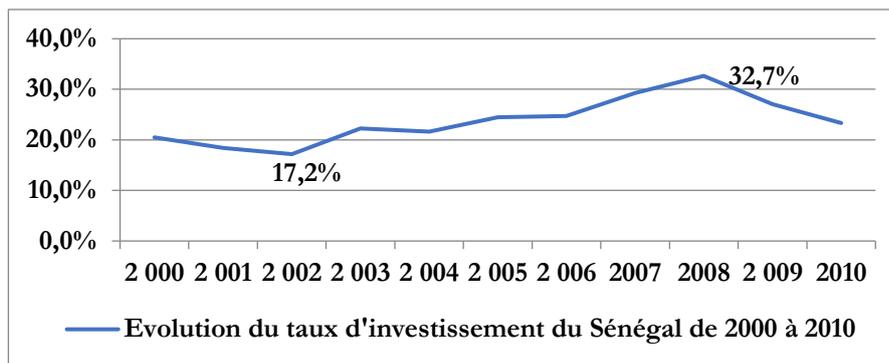
$$\text{Taux d'Investissement d'une Nation} = \frac{\text{Formation Brute de Capital Fixe}}{\text{Produit intérieur Brut}}$$

Ce dernier ratio mesure la part du PIB consacrée aux biens d'investissement matériel et immatériel. Ainsi, le graphique ci-dessous nous montre l'évolution de ce taux d'investissement au Sénégal, de 2000 à 2010.

**Graphique 11** : Evolution du taux d'investissement national du Sénégal de 2000 à 2010

---

<sup>2</sup> Rappelons que l'investissement net est égal à la différence entre l'investissement brut et l'amortissement. L'obsolescence correspond à l'apparition d'un nouvel équipement (ou machine) plus performant ou de meilleure qualité que les machines existantes imposant à l'entreprise de ne plus utiliser celles-ci.



Source : Données de la DPEE

Sur ce graphique, nous observons que, sur la période allant de 2000 à 2010, c'est en 2008 que la part du PIB allouée à l'investissement est la plus élevée (32,7 %). Supposant que l'épargne est utilisée pour financer les investissements, une des raisons qui pourraient justifier cette forte allocation est le fait qu'au cours de la même année (2008), nous avons enregistré un taux d'épargne plus élevé<sup>3</sup> au Sénégal. Nous observons également que c'est en 2002 que le niveau le plus bas (17,2 %) de la part du PIB consacrée aux investissements est enregistré. Cette observation correspond avec le faible niveau du taux d'épargne enregistré au cours de cette même année<sup>4</sup>.

### **Section 3 : Les déterminants de l'investissement**

Le volume des investissements réalisés dans un pays dépend de plusieurs facteurs. Certains sont strictement liés à la situation des entreprises et d'autres facteurs leur sont externes. Les facteurs relevant de la situation des entreprises sont :

- **les profits** : l'importance des profits constitue un indicateur de la rentabilité de l'investissement et permet aux entreprises d'autofinancer de nouveaux investissements.
- **le taux d'utilisation des capacités productives** : la pleine utilisation des capacités de production exige, de la part des entreprises, la réalisation de nouveaux investissements en cas de forte demande.
- **la structure financière des entreprises** : le niveau des fonds propres et celui de l'endettement sont des déterminants importants de l'investissement. En effet, l'investissement est d'autant plus facile que l'entreprise dispose de fonds propres conséquents et d'un endettement faible.

Les facteurs externes influant le niveau de l'investissement sont :

- **le taux d'intérêt** : le niveau du taux d'intérêt exerce un effet certain sur le volume de l'investissement. Lorsque le taux d'intérêt est faible, cela incite les entreprises à accroître leur volume d'investissement.
- **le coût relatif des facteurs de production** : il est important de comparer le coût relatif des deux principaux facteurs de production, le capital et le travail. Ainsi, lorsque la hausse du coût du capital est plus faible que celle du travail, il est plus intéressant et plus rationnel

<sup>3</sup> Voir la section 2 du chapitre précédent.

<sup>4</sup>Idem.

pour l'entreprise d'opérer une substitution du capital au travail et par conséquent d'investir en acquérant de nouveaux équipements et machines.

- **la demande** : l'investissement dépend aussi des perspectives de demande qu'anticipent les entrepreneurs. L'optimisme de ces derniers quant aux nouveaux débouchés pour leur production les conduit à accroître leur volume d'investissement. En d'autres termes, la demande anticipée (prévue) par les entrepreneurs détermine l'investissement (voir l'effet accélérateur ci-dessous). A l'inverse, les entreprises rechignent à investir lorsque le climat économique est morose.

## **Section 4 : La fonction d'investissement**

Dans la décision d'investir, le taux d'intérêt est une des variables clés car cette décision est gouvernée par la rentabilité du projet d'investissement. Il existe, généralement, trois modalités pour financer les investissements. Ces modalités sont le financement interne ou l'autofinancement et le financement externe constitué de trois options que sont l'emprunt, l'augmentation du capital social et le crédit-bail.

- **L'autofinancement**: l'entreprise utilise ses propres ressources financières (fonds propres). Dans ce cas, elle supporte un coût d'opportunité mesuré par les intérêts qu'elle aurait pu recevoir si elle prêtait ses fonds. Cette modalité exige une rentabilité financière élevée, donc des bénéfices suffisants, faiblement imposés (impôts faibles) et dont la distribution aux actionnaires est limitée. Un amortissement fiscal autorisant des déductions importantes favorise l'autofinancement.
- **L'emprunt** : il existe deux types d'emprunts, l'emprunt bancaire et l'emprunt obligataire. Le premier type d'emprunt est contracté auprès des banques. L'investissement sera donc favorisé par des taux d'intérêt faibles, des liquidités abondantes et l'absence d'encadrement du crédit. Le second type d'emprunt est réalisé sur les marchés financiers. Les entreprises ayant accès à ces marchés peuvent émettre des obligations pour lever des fonds leur permettant de réaliser leurs investissements.
- **L'augmentation de capital social** : c'est lorsque l'entreprise fait appel aux actionnaires et aux potentiels investisseurs pour augmenter son capital social. La réussite d'une telle opération exige un marché boursier favorable et la confiance des investisseurs dans l'avenir de l'entreprise.
- **Le crédit-bail** : il désigne un système de location avec une option d'achat à terme pour l'entreprise bénéficiaire. Ainsi, l'entreprise qui opte pour ce système va disposer de moyens de production sans immobiliser de capitaux.

### **1- Etude de la rentabilité d'un investissement**

La rentabilité d'un investissement est la capacité d'un capital à dégager un profit (Excédent brut d'exploitation, EBE). La rentabilité est donc la mise en relation des profits réalisés dans une entreprise (ou une affaire) et les capitaux engagés pour obtenir ces profits. En termes simples, une entreprise investit lorsque l'investissement lui rapporte davantage qu'il ne lui coûte. Si l'entreprise choisit de financer elle-même son investissement, elle compare les profits engendrés par cette

dépense d'investissement et les gains que lui procurerait un placement de cette somme d'argent à l'extérieur de l'entreprise – sur les marchés financiers, par exemple.

L'autofinancement d'un investissement par une entreprise comporte un coût d'opportunité, défini comme un manque à gagner par rapport à un placement financier. Dans ce cas, l'entreprise n'investit que si le profit de l'investissement est supérieur à son coût d'opportunité. En revanche, lorsque l'entreprise décide de financer son investissement en empruntant, elle compare le coût de l'emprunt (ou taux d'intérêt) et le taux de rendement de l'investissement.

$$\text{Taux de rendement de l'investissement} = \frac{\text{Profits futurs liés à l'investissement}}{\text{Coût de l'investissement}}$$

La règle de décision est très simple : l'entreprise investira en empruntant lorsque le taux de rendement sera supérieur au taux d'intérêt.

Notons, cependant, qu'il existe deux types de rentabilité de l'investissement : une rentabilité économique et une rentabilité financière.

La rentabilité économique est la mesure de la performance de la mise en œuvre des investissements, indépendamment de leur mode de financement. Elle est la comparaison entre les profits réalisés par l'entreprise avant le paiement des intérêts sur les emprunts et l'ensemble des capitaux engagés par l'entreprise dans la production. La rentabilité financière de l'investissement, quant à elle, porte sur les profits réalisés par l'entreprise après paiement des intérêts sur les emprunts par rapport aux fonds propres engagés dans la production.

Dès lors, il apparaît clair que pour investir, les entreprises sont amenées à étudier la rentabilité de leurs projets d'investissement. Les instruments permettant d'étudier cette rentabilité sont, généralement, la valeur actuelle nette (VAN) et le taux de rendement interne (TRI) du projet d'investissement. Ces deux indicateurs constituent ce que l'on appelle les règles de la décision d'investir.

### 1.1- La règle de la VAN

Par définition, la VAN est la somme des valeurs actuelles (VA) de tous les flux monétaires d'un projet d'investissement, aussi bien négatifs (sorties d'argent) que positifs (rentrées d'argent). Généralement, nous évaluons les flux monétaires du projet sur une base annuelle. La formule permettant le calcul de la VAN est la suivante :

$$\text{VAN}_n = (\text{VA}_1 + \text{VA}_2 + \dots + \text{VA}_n) - \text{I}_0$$

Avec :  $\text{VAN}_n$  = Valeur Actuelle Nette du projet au cours d'un nombre d'années ;

$n$  = nombre d'années du projet d'investissement ;

$\text{VA}_1$  jusqu'à  $\text{VA}_n$  = flux monétaires tirés de chaque année du projet (positifs pour les rentrées d'argent et négatifs pour les sorties d'argent) ;

$\text{I}_0$  = coût de l'investissement initial.

La valeur actuelle (VA) pour un ensemble de flux monétaires pendant un nombre «  $n$  » d'années se calcule par la formule suivante :

$$\text{VA}_n = \frac{\text{R}_1}{(1+i)} + \frac{\text{R}_2}{(1+i)^2} + \frac{\text{R}_3}{(1+i)^3} + \dots + \frac{\text{R}_n}{(1+i)^n}$$

Avec :  $VA_n$  = valeur actuelle des flux monétaires tirés d'un nombre « n » d'années ;

$n$  = nombre d'années du projet d'investissement ;

$R_1, R_2, R_3, \dots, R_n$  = revenus futurs (valeurs futures) connus des flux monétaires du projet de la première année jusqu'à la dernière année ;

$i$  = taux d'actualisation du projet.

Précisons que dans le cas d'un autofinancement des investissements, l'entrepreneur investit tant que la valeur actuelle (VA) des revenus nets – valeur des ventes moins les coûts d'exploitation – du projet d'investissement est supérieure à son coût. Si ce n'est pas le cas, l'entrepreneur pourrait alors effectuer un placement sur le marché financier.

Quant au financement des investissements par l'emprunt, le résultat de la règle de la VA n'est absolument pas modifié si l'entreprise doit emprunter l'intégralité des fonds nécessaires pour cet investissement.

## 1.2-La règle du taux de rendement interne (TIR)

Le taux de rentabilité interne (TRI) d'un projet d'investissement est le taux d'intérêt pour lequel la valeur actuelle (VA) du flux de revenus nets est égale au coût initial de l'investissement ( $I_0$ ). Il est égal au taux d'actualisation pour lequel la VAN est égale à 0. Ce taux est généralement obtenu par interpolation linéaire. Si plusieurs projets sont en concurrence, nous choisissons celui dont le TRI est le plus élevé.

## 2- La fonction d'investissement keynésienne

La fonction d'investissement consiste à dégager les déterminants de l'investissement. La mise en évidence des variables, qui déterminent l'investissement au cours d'une période de temps donnée est très importante.

Keynes reprend l'analyse marginaliste qui stipule que les entreprises ont pour objectif la maximisation de leur profit. La décision d'investir est fondée sur la comparaison des taux de rendement des différents actifs, c'est-à-dire qu'elle est basée sur la comparaison entre le taux d'intérêt ( $i$ ) et le taux de rentabilité escompté du projet d'investissement. Il applique cette analyse marginaliste au niveau macroéconomique.

Selon Keynes, l'investissement évolue en sens inverse avec le taux d'intérêt ( $i$ ). Sa fonction d'investissement peut donc se présenter comme suit :  $I = f(i)$ . Cette fonction montre que l'investissement est fonction du taux d'intérêt, c'est-à-dire que l'investissement dépend du niveau du taux d'intérêt.

Pour mieux comprendre cette fonction d'investissement keynésienne, il est indispensable de faire la distinction entre investissement autonome et investissement induit.

- L'investissement autonome correspond à l'hypothèse d'un investissement indépendant par rapport au revenu. Ceci signifie que pour tout niveau du revenu national, l'investissement est déterminé par d'autres variables explicatives qui sont exogènes au modèle. Ainsi, les investissements autonomes sont ceux qui sont suscités, par exemple, par le progrès technique, par l'évolution démographique, par l'Etat. Pour ce type d'investissement, nous ne pouvons pas parler de fonction d'investissement.

- L'investissement induit est suscité par une augmentation de la demande de biens qui s'oppose à une insuffisance de la capacité de production. L'extension de l'appareil de production est en effet motivée par une augmentation de la demande globale. En effet, une augmentation du revenu ( $\Delta Y$ ) accroît le pouvoir d'achat des agents économiques et stimule la demande globale. Les nouveaux investissements sont induits parce qu'ils permettent de satisfaire cette demande supplémentaire. La relation schématique peut être présentée ainsi :  $\Delta Y \rightarrow \Delta I \rightarrow I$  induit.

Si l'on met en relation les investissements induits avec la variation du revenu, nous pouvons définir un coefficient marginal du capital. Dans une économie où le processus de production est « capitalisé », ce coefficient est très élevé.

Cela dépend de la technologie utilisée :  $k = \Delta I_i / \Delta Y$ , avec  $k$  le coefficient marginal du capital,  $\Delta I_i$  la variation des investissements induits, et  $\Delta Y$  la variation du revenu.

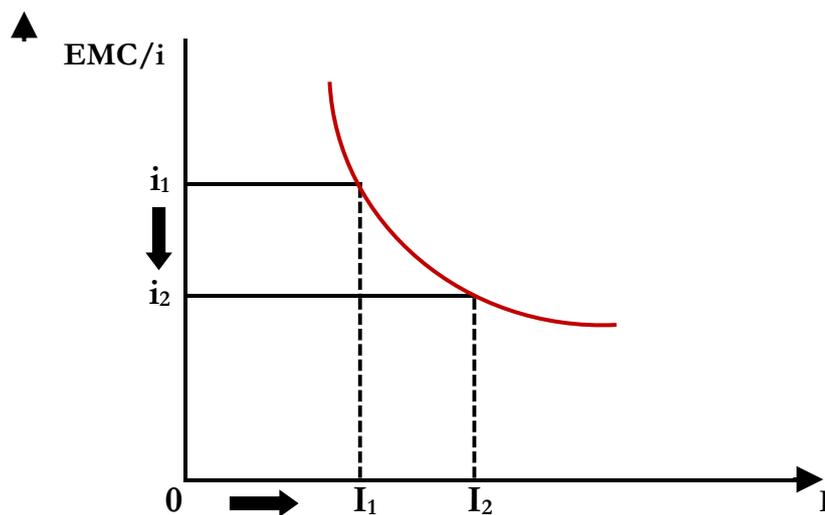
Dans la réalité, les investissements globaux comprennent à la fois les investissements autonomes ( $I_a$ ) et les investissements induits ( $I_i$ ), ceci amène donc à écrire :

$$I = I_a + I_i.$$

Dans le modèle keynésien, l'investissement est considéré comme autonome par rapport au revenu – car  $I = f(i)$  –, ce qui signifie que, par hypothèse, il n'est pas déterminé par le niveau du revenu.

En revanche, le niveau de l'investissement global a une influence décisive sur le niveau de l'activité économique, et donc sur le niveau de l'emploi et du revenu national.

Il importe de bien noter que l'efficacité marginale du capital (EMC) obéit à la même démarche que le taux de rentabilité interne (TRI) mais l'utilisation du qualificatif marginal se justifie par le fait que le taux d'actualisation (ici l'EMC) est calculé pour une unité supplémentaire de capital investi.



La fonction d'investissement keynésienne met en exergue une relation décroissante entre le taux d'intérêt ( $i$ ) (et l'EMC) et le volume de l'investissement ( $I$ ). La rentabilité des investissements est de rigueur lorsque l'EMC est supérieure ou égale au taux d'intérêt.

Cependant, l'augmentation du montant de l'investissement provoque une diminution de l'EMC – voir la loi des rendements factoriels décroissants qui stipule que l'accroissement du montant du capital engendre une baisse de la productivité marginale du capital.

Lorsque le taux d'intérêt se situe au niveau  $i_1$ , alors tous les projets d'investissement dont l'EMC est égale ou supérieure à ce taux d'intérêt sont rentables et par conséquent réalisés. Si le taux d'intérêt diminue en passant de  $i_1$  à  $i_2$ , cela booste le volume de l'investissement, qui s'accroît en passant de  $I_1$  à  $I_2$ .

## **2.1- Le rôle crucial des anticipations dans la décision d'investir**

Les décisions d'investissement engagent le futur des entreprises et ne sont pas faciles à prendre du fait de l'incertitude qui caractérise l'avenir. C'est dans cette perspective que J.-M. Keynes considère que les anticipations sont déterminantes dans la décision d'investir. Celle-ci est grandement influencée par le climat des affaires, par l'état de confiance des entrepreneurs.

Pour un même taux d'intérêt donné, si les anticipations de ces derniers sont optimistes (pessimistes), la courbe d'investissement se déplace vers la droite (vers la gauche). Toutefois, les études empiriques révèlent que la relation décroissante entre le taux d'intérêt et l'investissement n'est pas toujours vérifiée (Montoussé et Waquet, 2011).

Par ailleurs, il existe aussi d'autres facteurs qui peuvent affecter le volume de l'investissement : l'inflation à cause de la hausse des recettes anticipées et de l'allègement du remboursement de la dette dû à la dépréciation de la monnaie, la situation financière des entreprises et la situation sur les marchés financiers.

Aussi, une entreprise évoluant dans un environnement concurrentiel très rude peut être contrainte d'investir pour survivre même si le niveau du taux d'intérêt est élevé. Il en va de même pour les entreprises qui, pour se conformer à la législation, sont obligées d'investir.

En somme, l'investissement est un pari sur l'avenir qui dépend de plusieurs facteurs tels que le taux d'intérêt, l'inflation, les anticipations, la rentabilité et la législation.

## **2.2-Le multiplicateur d'investissement : hypothèses, mécanisme et implications**

Seront présentés, dans un premier temps, les hypothèses du multiplicateur, ensuite, le mécanisme du multiplicateur et, enfin, les implications du multiplicateur d'investissement keynésien.

### **2.2.1- Les hypothèses**

Le fonctionnement du multiplicateur d'investissement se fonde sur le respect d'un certain nombre d'hypothèses, plus ou moins restrictives.

- Situation de sous-emploi généralisée, c'est-à-dire absence de goulets d'étranglement, ou encore existence de capacités productives inutilisées. Il y a plus de chômeurs dont les

qualifications correspondent aux besoins des entreprises. Si cette hypothèse n'est pas satisfaite alors il y a inflation.

- Stabilité du partage du revenu entre la consommation et l'épargne : c'est la conséquence de la stabilité de la PmC.
- Absence de stocks. Si les entreprises disposent de stocks dans leurs entrepôts, elles feront face à toute hausse de la demande en puisant dans leurs stocks au lieu de mettre en branle une nouvelle production en embauchant de nouveaux travailleurs.
- Situation d'économie fermée. Dans le cas contraire, il y a une fuite de la croissance vers l'extérieur car en économie ouverte, une partie de la demande domestique (ou nationale) est satisfaite par une partie de la production étrangère (c'est-à-dire les importations). On montrera que le multiplicateur d'investissement en économie ouverte est plus faible que le multiplicateur d'investissement en économie fermée (voir chapitre 2 de la quatrième partie consacré à l'approche keynésienne de l'équilibre macroéconomique).
- Pour que le revenu national augmente définitivement, il faut que le supplément d'investissement soit renouvelé à chaque période.

### 2.2.2- Le mécanisme du multiplicateur d'investissement

L'effet multiplicateur découle des conséquences d'un investissement supplémentaire sur la consommation et le revenu national. Sous ces hypothèses, l'équation s'écrit :

$$Y = C + I \quad \text{avec} \quad C = cY + C_0.$$

Une hausse de l'investissement de 1000  $\Rightarrow$ , la 1<sup>ère</sup> année, une hausse de la production de 1000 et par conséquent des revenus de 1000.

La 2<sup>ème</sup> année, une partie de ces revenus est consommée, soit 800 si  $c=0,8$ . Pour satisfaire la hausse de la consommation, la production augmente de 800 et l'épargne de 200.

La 3<sup>ème</sup> année, la consommation augmente de  $0,8 * 800 = 640$  et l'épargne de 160 et ainsi de suite ... jusqu'à l'infini.

En définitive, la hausse de la production  $\Delta Y$  est :

$$\Delta Y = \Delta I + c\Delta I + c^2\Delta I + \dots + c^n\Delta I \quad \text{avec } n \text{ tendant vers l'infini ou}$$

$$\Delta Y = \Delta I (1 + c + c^2 + c^n) = \Delta I(1/1 - c) = 5000.$$

La valeur du multiplicateur est égale à  $1/1 - c$  ou  $1/s$ . Ce résultat peut également être obtenu en partant de :

$$Y = C + I = cY + C_0 + I. \quad \text{Avec l'hypothèse de stabilité de } c, \text{ alors :}$$

$$\Delta Y = \Delta I/1 - c.$$

### 2.2.3- Les implications

- On constate que l'augmentation du revenu national est plus importante que celle de l'investissement. En situation de sous-emploi dû à une insuffisance de la production, il est possible d'atteindre le plein-emploi en augmentant le volume de l'investissement. Par

exemple, si le multiplicateur est égal à 5, le niveau de la production de plein emploi à 10000 et le niveau initial de production à 5000, alors il suffit juste d'injecter dans l'économie un volume d'investissement de 1000 pour avoir une situation de plein-emploi.

- Dans l'analyse keynésienne, l'épargne constitue une fuite dans le circuit ; ce qui conduit à une baisse des variations successives de la production. Ainsi, la valeur du multiplicateur d'investissement est d'autant plus faible que la valeur de la propension marginale à épargner (PmS) est élevée.
- Il est bien possible d'accroître le volume de l'investissement sans supplément d'épargne préalable. Cela veut dire que l'insuffisance de l'épargne ne peut, en aucun cas, constituer un frein à l'investissement : il suffit de recourir au financement par la création monétaire ou par l'emprunt. Progressivement, au fil du temps, l'épargne, qui est une fonction croissante du revenu ( $S = f^+(Y)$ ) s'accroît. A la fin du processus, le supplément d'investissement initial génère un supplément d'épargne qui lui est strictement égal.

Démonstration :

$$S = Y - C = Y - cY - C_0 \quad \Rightarrow \quad \Delta S = s\Delta Y \Rightarrow 0,2 \times 5000 = 1000 = \Delta I.$$

### 2.3- Le modèle de l'accélérateur

Albert Aftalion (1909) et John Maurice Clark (1917) ont établi l'existence d'une relation entre la variation de la demande et l'investissement<sup>5</sup>. S'inspirant de ces auteurs, J.-M. Keynes (1936) met en évidence l'effet accélérateur de l'investissement. Le modèle de l'accélérateur montre la prépondérance de la demande dans la décision d'investir des entrepreneurs. Plus précisément, il s'agit d'une relation entre la variation de la demande (cause) et la variation de l'investissement (conséquence).

Le terme accélérateur se justifie par le fait que l'augmentation de l'investissement est plus que proportionnelle à celle de la demande (anticipée). La rigidité de l'appareil technique ne permet pas de répondre exactement et avec promptitude au supplément de demande. Par conséquent, les entreprises sont contraintes de beaucoup investir pour parvenir à une production assurant la satisfaction des besoins des consommateurs.

Par l'effet accélérateur, l'investissement constitue donc la clé de la conjoncture économique. En effet, en situation de récession ou de crise économique, l'investissement aggrave celle-ci tandis qu'il tire la croissance lors de la reprise de l'activité économique.

Retenons déjà deux choses importantes :

- l'accélérateur relie la demande donc le revenu à l'investissement ( $Y \longrightarrow I$ ), tandis que le multiplicateur désigne la relation inverse (c'est-à-dire de  $I \longrightarrow Y$ ).
- le multiplicateur est une fonction inverse du taux d'épargne, l'accélérateur une fonction inverse du coefficient de capital  $v$  (avec  $v = K/Y$ ), comme nous allons le montrer ci-après.

---

<sup>5</sup> Clark (1917) a approfondi le constat empirique d'Aftalion (1909) à partir d'un travail empirique sur la demande de biens d'équipement dans le secteur des chemins de fer. Il avait mis en exergue deux résultats importants : i) l'investissement net était proportionnel à la hausse de la production ; ii) l'investissement de remplacement était proportionnel au stock de capital initial.

### 2.3.1- Les hypothèses de fonctionnement de l'accélérateur

Le processus d'accélération ne sera effectif que si 2 conditions sont simultanément réalisées :

1. La production suit intégralement la demande ( $\Delta Y = \Delta D$ ).
2. La variation de la production se traduit par des changements proportionnels dans les capacités de production ( $\Delta K = v\Delta Y$ ).

Ces 2 conditions impliquent 6 hypothèses plutôt restrictives. En ce qui concerne la première condition, il est nécessaire que l'entreprise :

- ne dispose pas de stock de produits finis. Dans le cas contraire, elle déstockera au lieu de relancer sa production ;
- juge que la hausse de la demande à un caractère suffisamment permanent pour qu'il soit rentable de modifier l'organisation de la production ;
- réponde à l'accroissement de la demande par une augmentation de sa production et non par une simple hausse de ses prix de vente (cas envisageable en situation de monopole).

Cependant, l'augmentation de la production envisagée ne se traduira à son tour par un investissement que si :

- il existe un plein-emploi du facteur capital. En effet, s'il existe des capacités de production inutilisées, l'entreprise commencera par les utiliser avant d'investir.  
(Cela implique que, dans le même temps, il existe des travailleurs disponibles, c'est-à-dire un certain sous-emploi du facteur travail) ;
- il n'y a pas de goulots d'étranglement dans le secteur des biens de production – offre de biens de production parfaitement élastique. Dans le cas contraire, l'investissement deviendrait impossible ;
- il faut que l'entreprise soit capable de financer ses achats d'équipement.

### 2.3.2- Le processus de l'accélérateur

Selon le principe de l'accélérateur, une variation de la demande provoque un niveau d'investissement dont le montant est plus que proportionnel à cette variation. Cette relation joue dans les deux sens, c'est-à-dire à la hausse comme à la baisse.

Si  $v = 3$ , alors la hausse de la demande (100) entraîne la hausse de la production qui nécessite un investissement de 300 ( $\Delta K = I = 3 \times 100$ ). Ainsi, l'investissement dépend non du niveau de la demande mais de sa variation ; ce qui explique ses fortes fluctuations.

Si la demande ne varie pas, l'investissement est nul ( $I = 0$ ). Avec  $v = 3$ , si la demande augmente de 150 alors l'investissement sera égal à 450. **L'investissement baisse même quand la demande continue à augmenter** : pour une hausse de la demande de 50, l'investissement est égal 150. On parle alors d'une **sur-réaction de l'investissement par rapport à la demande**.

### 2.3.3- Pertinence et limites du modèle de l'accélérateur

Le modèle de l'accélérateur constitue une contribution majeure dans la compréhension du rôle de l'investissement dans l'évolution de l'activité économique. Le comportement de l'investissement par rapport à la demande explique donc grandement les fluctuations de l'activité économique conjoncturelle.

**Cependant, le modèle se fonde sur des hypothèses séduisantes mais qui manquent souvent de réalisme. Cet accélérateur est même qualifié de naïf<sup>6</sup>. En effet, les hypothèses qui sous-tendent ce modèle ne sont pas toujours vérifiées.** Par exemple, la fixité du coefficient de capital est très contestable car elle suppose une fonction de production à facteurs complémentaires ou un coût relatif du capital par rapport au travail fixe. Dans la réalité, la fonction de production est plutôt malléable – donc à facteurs de production substituables – et le coût relatif du capital par rapport au travail variable.

Aussi, l'hypothèse d'une pleine utilisation des capacités productives (à 100 %) est souvent en flagrante contradiction avec les pratiques des entreprises.

Le modèle de l'accélérateur ne peut fonctionner que si l'offre de biens de production est élastique et que les entreprises – jugeant définitive la progression de la demande – puissent financer leurs investissements pour accroître les quantités produites – et ne pas augmenter les prix face à cette hausse de la demande.

**Les faits montrent que l'effet d'accélération est souvent atténué et demeure par conséquent plus faible que ce que prévoit la théorie.** On peut évoquer deux facteurs qui peuvent atténuer l'effet de l'accélérateur d'investissement à la baisse : les **coûts de transaction** et l'**investissement de remplacement** – permettant de maintenir constant le stock de capital :

- en situation de récession économique, les entreprises procèdent plutôt à une réduction de leurs investissements de remplacement – car il leur est très difficile de désinvestir compte tenu de la situation économique défavorable – ;
- tout investissement génère des coûts de transaction tels que la programmation du projet, la mise en place du matériel – installation de l'équipement – et la formation du personnel. Ces coûts de transaction créent un décalage dans le temps entre le moment où la décision d'investir est prise et celui où l'investissement est effectivement opérationnel.

Comme évoqué plus haut, il faut noter que la demande n'est pas le seul déterminant de l'investissement. Celui-ci dépend d'autres facteurs tels que le taux d'intérêt, les anticipations des entrepreneurs, la conjoncture boursière et la capacité d'endettement des entreprises.

---

<sup>6</sup>Les travaux économétriques ont révélé que l'accélérateur naïf n'était pertinent que pour l'industrie dite lourde. Un autre modèle qualifié d'accélérateur flexible a été proposé. Ce dernier modèle prend en compte l'effet capacité (de production initiale).